

Journal de l'ISO

AUX ÉTATS-UNIS
Une déséquilibrée
a tenté d'assassiner
le président Ford

LIRE PAGE 18

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA Maroc, 1,30 MF; Tunisie, 100 m.;
Allemagne, 1 DM; Autriche, 8 sch.; Belgique,
10 fr.; Canada, 60 c. ds; Danemark, 2,75 kr.;
Espagne, 22 pes.; Grande-Bretagne, 16 p.; Grèce,
18 dr.; Iran, 45 rials; Italie, 250 L.; Japon, 125 y.;
Luxembourg, 15 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas,
0,30 fl.; Portugal, 11 esc.; Suède, 2 kr.; Suisse,
1 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 14
5, RUE DES ITALIENS
75007 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
TÉLEX Paris n° 65577
TEL : 770-91-29

IMPOSÉE PAR UNE ASSEMBLÉE RESTREINTE DU M.F.A.

Éviction du général Gonçalves laisse persister la tension au sein des forces armées portugaises

L'enlèvement

Il serait, certes, facile d'ironiser, de dire que la politique décidément une chose trop...
L'enlèvement du général Vasco Gonçalves, le vendredi 5 septembre, de son nouveau poste de chef d'état-major général, ne va pas, semble-t-il, mettre fin à la crise politique qui se développe au Portugal depuis deux mois.

La composition du Conseil de la révolution est modifiée

L'éviction du général Vasco Gonçalves, ex-prémier ministre, limogé, le vendredi 5 septembre, de son nouveau poste de chef d'état-major général, ne va pas, semble-t-il, mettre fin à la crise politique qui se développe au Portugal depuis deux mois.

« s'est montré assez pessimiste. Il a déclaré : « La désunion existe au sein des forces armées. L'Assemblée, que les militaires « modérés » ont boycottée, a modifié la composition du Conseil de la révolution. Le général Vasco Gonçalves et quatre officiers — dont deux étaient proches de l'ancien premier ministre — cessent d'appartenir à cet organisme. »

De nos envoyés spéciaux

« rine — et du président de la République, le général Costa Gomes. Le dosage des tendances est-il encore trop incertain ? Les « neuf » feront sans doute la fine bouche. Pour eux, tout n'est pas joué. Ils ne peuvent d'abord, sans se désavouer, accepter le « verdict » d'une assemblée qu'ils ont délibérément boycottée, car ils la jugent illégitime et non représentative. même si, à première vue, ce « verdict » ne leur est pas trop défavorable. Leur courant semble en effet majoritaire d'une très courte tête dans le nouveau conseil. Mais la marge est d'autant plus étroite que les modérés devraient compter pour s'imposer sur certains hommes auxquels ils n'attribuent pas une très grande confiance : les généraux Carlos Fabião et Morais e Silva ont, à leurs yeux, trop loupé pour être maintenus des alliés sûrs. Plus important, trois des leurs, dont le major Melo Antunes, la « tête pensante » du groupe, restent à l'écart. Les « neuf » et leur com-

plises — Otelo de Carvalho — partageront donc, selon toute vraisemblance, le jugement d'« Espresso », qui titre ce samedi matin : « Vasco s'en va, mais la crise continue. » Sur l'immense polygone de Tancoos, vendredi, les militaires portugais ont donné d'eux-mêmes l'image déconcertante, presque irréaliste, d'un parlement de la IV^e République en proie aux soubresauts imprévisibles, qui naissent des manœuvres de couloirs. Tout le monde était là : l'armée de terre, dès le matin, pour empêcher qu'on aille plus loin ; les aviateurs, qui attendaient la décision des fascistes pour s'aligner sur eux ; les marins, disciplinés, aux ordres du président de la République, qui avait convoqué l'Assemblée. Les uns sortent, les autres restent, les groupes se forment et parlent, les bruits courent, les indiscrétions échappent et la tension monte. DOMINIQUE POUCHIN et JOSÉ REBELO. (Lire la suite page 2.)

Militaires ou idéologues ?

Sortant des schémas établis, l'aventure portugaise est un excellent banc d'essai pour l'étude de la « spécificité militaire ». Jus- qu'ici, cette spécificité a souvent été ignorée. Qu'on se souvienne de l'époque du gouvernement Allende ! Contre l'évidence historique, on s'efforçait alors de démontrer qu'à l'inverse de ses voisins l'armée chilienne était disciplinée et légaliste. Puis, la malédiction prenant le pas sur l'exorcisme, chacun s'est mis à proclamer que le corps des officiers chiliens n'avait pas cessé d'être aux mains des Américains. Au Portugal, l'enthousiasme a pris le relais. Depuis le 25 avril 1974, les plus hostiles à l'armée n'ont plus pour elle que les yeux de Chimène. Qui la condamnent sans réserve attend avec émotion qu'on la peigne aujourd'hui en avant-garde révolutionnaire.

Par PIERRE DABEZIES (*) Passons sur les responsabilités lointaines. Marquée par ses origines libérales et juridiques, la science politique française a, dans l'ensemble, répugné à reconnaître aux forces armées un droit de cité. Que la moitié des régimes existants ne soient pas « constitutionnels » n'empêche que seul ce qui est juridique est rationnel, et, comme chacun sait, seul ce qui est rationnel est réel ! — L'armée n'a pas à rompre les digues ! Sinon il n'y a plus de théorie possible ! Ainsi a-t-on négligé de fonder les outils de l'analyse. L'idéologie en a profité. Appliquée aux révolutions militaires, la théorie de la « guerre juste » a conduit à ne juger l'armée qu'en fonction de son attitude progressiste ou réactionnaire. Rien ne dit, cependant, que la divine surprise portugaise réduise colonels et généraux au rôle de simples militants révolutionnaires, ni que, promise à Lisbonne au premier rang, l'armée cesse d'être l'armée pour autant. (Lire la suite page 2.)

AU JOUR LE JOUR

A feu et à blanc

Après avoir échappé à un attentat, le président Ford a prononcé un discours où il chiffrait à deux mille trois cents le nombre de personnes coupables de feu et blanc en liberté dans l'Etat de Californie. Le même jour, M. Pontonovski annonçait qu'il serait impitoyable avec les gangsters coupables de prise d'otage. Par contre, on ne nous annonce jamais l'interdiction générale et totale de tout ce qui, de près ou de loin, ressemble à une arme à feu : pourtant, c'est derrière une arme à feu qu'on a la plus de chances de trouver un criminel. Et si cette interdiction générale ne vient jamais, c'est peut-être parce que les marchands d'armes y perdraient des sous et certains usagers le substitut d'une virilité absente. C'est dommage, parce que, pour perpétuer un attentat ou un hold-up, un arc est une chose plutôt encombrante. BERNARD CHAPUIS.

La détermination d'une armée qui, dans une situation délicate, pése de toute la force de ses armes tient à deux facteurs spécifiques : — Jusqu'à quel point les militaires, voués à la défense du pays, peuvent-ils admettre la démission, la décadence ou l'anarchie ? — Ont-ils des intérêts de classe, quelle est leur place dans les structures sociales, et, de ce fait, quel rôle sont-ils enclins à jouer ? Les marxistes ont tort de s'obstiner sur le second terme de ce problème et de négliger le premier. Comme s'ils ignoraient le conservatisme foncier de l'armée soviétique ou le zèle mis pour rétablir l'ordre, par les troupes populaires, à la fin de la révolution culturelle en Chine. Quant aux autres analystes, beaucoup oublient, entre militaires et civils, une différence essentielle : la mission dont l'armée se sent investie. Défendre et détruire étant antinomiques, il ne faut guère attendre de militaires qu'ils participent à une entreprise de démolition systématique ni même qu'ils apprennent de voir la discorde l'emporter. Pour eux, à partir d'un (*) Professeur de droit et de science politique.

SOUJETS A PARTIR DE MARDI AU PARLEMENT

Le plan de relance de l'économie n'aura pas d'effet sensible sur l'embauche avant le printemps, estime M. Fourcade

Menaces de licenciements dans la sidérurgie

La commission des finances de l'Assemblée nationale a approuvé, le vendredi 5 septembre, par quinze voix contre cinq, le projet de loi de finances rectificative pour 1975, relatif au plan de relance de l'économie. L'examen de ce texte commencera mardi 9 septembre à 16 heures à l'Assemblée nationale. M. Jacques Chirac interviendra dans la discussion. Le plan de relance n'aura pas d'effet sensible sur l'embauche avant le printemps prochain, a déclaré en substance M. Jean-Pierre Fourcade. Pour l'immédiat, la situation de l'emploi continue à se dégrader. Après les licenciements ou mesures de chômage partiel annoncés ces derniers jours dans le textile, la chaussure et la chimie, les constructeurs de motocycles laissent entendre qu'ils pourraient être amenés à licencier 20 % des sept mille personnes qu'ils emploient. De son côté, M. Jacques Ferry, président de la Chambre syndicale de la sidérurgie, n'a pas exclu l'éventualité de licenciements dans ce secteur. Enfin, la nouvelle direction de « Figaro » annonce des compressions de personnel pour le 1^{er} octobre.

TOURNER LE DOS AU PASSÉ

par PIERRE MARCILHACY (*)

Un million de chômeurs et, sans doute, bientôt davantage, un pouvoir qui s'appuie sur la force de l'habitude et parfois la force tout court, des élites qui ne croient « us à rien, spécialement pas à leur mission, un déferlement de jouissances maisaines et un appétit d'argent qui écrase tous les liens du cœur et de l'esprit, telle paraît être, aujourd'hui, la France jetée au sein d'une crise économique qui est, avant tout, une crise de civilisation et à laquelle nul n'a su la préparer. Depuis des années, on nous a bercés de prévisions et de slogans purement matérialistes et désespérément sordides. Les prévisions se sont révélées inexécutes et les slogans édiroires, mais les castes au pouvoir sont restées en place, de plus en plus impuissantes et irresponsables, capables seulement d'agir, pour perpétuer leurs privilèges, les épouvantails d'une transformation fondamentale de la société. Et, cependant, nous n'en sortons pas sans y recourir, car même si la crise actuelle trouve une solution, ce sera dans l'aggravation des pressions maté- (*) Sénateur (non inscrit) de la Charente. (Lire la suite page 15.)

RENTREE SUR EUROPE 1

Les voix du petit écran

Depuis quelques années, les stations de radio ont perdu leurs vedettes, leurs grands séducteurs. Sous prétexte de « service », les interlocuteurs se sont spécialisés : Méné Crégoire et le couple, Anne Gaillard et la vie pratique, Mme Soleil et l'avenir, Jacques Chancel et ses invités, Philippe Bouvard et son insolence, Michel Drucker et sa moto. Plus d'émissions sans prétexte, sans gadget, donc. Dans le même temps, et en sens inverse, les informations parlées se sont « personnalisées » pour répondre au « visuel » des journaux télévisés. Les journalistes sont devenus les membres d'un nouveau star-système, où leur talent est devenu une valeur d'échange. On a observé ainsi de nombreux passages d'une station à l'autre, puis de la radio à la télévision, et maintenant, en sens inverse. Journalistes et animateurs d'Europe 1, par exemple, ne sont plus seulement des voix qui parlent à l'imagination ; ils sont également des visages qu'évoquent leurs voix, par effet de reconnaissance. Au cours d'une journée de semaine, on peut entendre successivement sur les antennes de cette station : Ivan Lévai, futur responsable d'un magazine sur FR 3 ; Pierre Bonta, de l'équipe du « Petit Rapporteur » ; Guy Thomas, nouveau présentateur d'Antenne 2 ; François Chalais, ancien chroniqueur cinématographique de la monochaine ; Denise Fabre, speakerine sur TF 1 ; Pierre Bellemare et les frères Rouland, à l'heure des jeux et des « Dossiers extraordinaires » ; Danièle Gilbert, animatrice de « Midi Trente » ; Jean Michel Desjardins et Pierre Lescure, anciens présentateurs d'Antenne 2 ; Philippe Gildas et Etienne Maugette, anciens cocuquiers de Pierre Desgrupes au journal de la première chaîne. (Lire notre article page 8.)

Editions Sociales
Economie et Politique
la CRISE
Introduction de Georges MARCHAIS
1 vol. 29 F
EN VENTE TOUTES LIBRAIRIES

1938

DIPIER

EUROPE

L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION AU PORTUGAL

L'éviction du général Gonçalves ne met pas fin aux dissensions

A Londres

Cinq dirigeants socialistes européens plaident pour une aide économique au Portugal sans condition préalable

De notre correspondant

(Suite de la première page.)

Sans la moindre gêne apparente, les chefs de fractions apparais- sent, à l'heure du déjeuner, d'une fenêtre à l'autre, au mess des officiers, visiblement lancés dans des frades peu amènes. En bas, les journalistes n'attendent rien, mais peuvent sans difficulté imaginer que tout ne va pas pour le mieux. Il suffit amplement, pour faire une idée du climat, de voir le général Otelo de Carvalho affronter, forces gestes à l'appui, le président de la République. La bataille a commencé le matin quand, à l'heure même où devait s'ouvrir l'assemblée générale, les seuls délégués de l'armée de terre ont pris possession des lieux s'enfermant dans la salle de cinéma, pour définir une fois pour toutes leur attitude. L'atmosphère est très vite orageuse. Les « pressions » exercées par leur chef, le général Pabiao, pour qu'ils reviennent sur leur décision prise, mardi, de boycotter l'assemblée du M.F.A. Depuis, en effet, le général Costa Gomes a décidé,

contre vents et marées, de maintenir sa convocation. Il a demandé au chef d'état-major de l'armée de terre de convaincre ses hommes. Jeudi, les quarante-sept « minoritaires gonaçalistes » se sont réunis dans un hôtel de la capitale et ont résolu d'« obéir » au général Costa Gomes et donc de se présenter à l'assemblée. Le soir même, la majorité « modérée » s'est retrouvée au quartier général de la région militaire de Lisbonne pour décider de la marche à suivre, devant les divergences et les hésitations de quelques-uns, on s'est finalement mis d'accord pour organiser une nouvelle réunion de l'armée de terre le lendemain, à Tanco.

Critiques contre le président de la République

Les échanges entre un chef « conciliateur » et les partisans de la rupture seront, parfois brutaux. Le général Pabiao prêche l'unité et la cohésion de l'armée, assure que « la marine cherche le dialogue ». Rien n'y fait. Deux des « durs », les capitaines Vasco Loureiro et Sousa E Castro — prennent l'offensive, dénoncent les manœuvres et les manipulations de « certains ». Personne n'est désigné mais tout le monde « comprend ». On fêche visiblement le président de la République, dont un officier modéré a osé dire la veille : « S'il maintenait l'Assemblée, ce sera sûrement sa dernière décision politique ». L'esprit de corps et les rivalités qu'il suscite n'est pas non plus étranger aux répliques les plus vives. Ainsi, pour en finir avec les « prétendues ouvertures de la marine », les deux capitaines attaquent vertement son élitisme et évoquent même son rôle dans la survie de l'ancien régime.

M. JEAN POPPEREN : Le P.S.P. devait quitter le gouvernement.

M. Jean Popperen, membre du secrétariat du P.S., note dans le bulletin *Synthèse flash*, organe de l'ERS (association, études, recherches et informations) les listes « En se retirant du gouvernement à cause de l'affaire Republica, le P.S. aurait rompu le contrat qui le liait au M.F.A. et au P.C. Ce gouvernement, qui avait fait droit à la protestation du P.S. dans l'affaire Republica, ne faisait rien en réalité pour que sa propre décision soit appliquée. Qui donc rompt le contrat ? Qui aurait signifié le maintien des ministres socialistes, sinon l'acceptation par le P.S. de son impuissance, la preuve admise par lui que le favori populaire dont il venait bénéficier ne représentait rien, que les élections n'avaient été qu'une comédie ? Se soumettre équivalait à s'engager sur la voie dite par divers P.S. des démocraties populaires, c'est-à-dire à signer sa propre mort politique en collaborant à l'établissement de la démocratie.

Le parti socialiste, affirme comme le fait Motchane (le Monde du 26 juillet) que le P.S. portugais a commis « une lourde faute politique en quittant le gouvernement ». C'est prêter la main, par avance, aux abdications. Nous ajouterons : à ce type d'abdication social-démocratique qui consiste à se résigner à pratiquer une politique que renou- velle à celle dont on se déclarait le porteur.

M. Claude Estier, membre du secrétariat national du parti socialiste et directeur de l'Unité, a participé, vendredi 5 septembre à Florence, à un débat public organisé dans le cadre de l'aval de l'Unité, en compagnie notamment de M. Sergio Segre, membre du comité central du parti communiste italien. Dans la matinée, à Rome, il s'est entretenu pendant près d'une heure et demie avec M. Enrico Berlinguer, secrétaire général du P.C.I. « Malgré les différences idéologiques, a déclaré M. Estier, nos deux partis ont une similitude d'analyse qui est presque générale. Le parti socialiste entend « développer au maximum » ses relations avec le P.C.I. et « sous-tendre entièrement aux déclarations conjointes qui ont été faites récemment à Licorne et à Rome par les secrétaires des partis communistes italien et espagnol ».

Sanedi matin 6 septembre, l'ancien général Spínola était toujours à Paris à l'hôtel Serran- ton. Pendant son séjour, a reçu plusieurs visiteurs portugais et a répondu à de nombreux coups de téléphone. C'est en vain que jour- nalistes et photographes dans le hall de l'hôtel essayent de le rencontrer. L'ancien général Spínola pourrait prolonger jusqu'à dimanche ou lundi son séjour à Paris.

La société américaine International Telephone and Telegraph (I.T.T.), a officiellement fait connaître le 22 août dernier au gouvernement de Lisbonne sa décision de suspendre toute nouvelle opération d'investissements au Portugal. 4-t-on appris ven- dredi 5 septembre, les filiales d'I.T.T., qui emploient plus de sept mille personnes, constituent la plus importante implantation américaine au Portugal. Selon un porte-parole de l'ambassade des États-Unis, les pertes enregistrées par les sept filiales depuis le début de l'année se montent à quelque 10 millions de dollars (44 millions de francs).

MISE AU POINT. — Les « élections Delgado » auxquelles faisait allusion M. Coimbra Martins dans sa lettre (le Monde du 6 septembre) ont eu lieu en 1958. Le général Humberto Delgado, candidat de l'opposition démocra- tique à l'élection présidentielle, avait frôlé la victoire malgré les multiples obstacles mis en place par le régime Salazar.

lutions prises lors de leur pré- cédente réunion : refus de la nomi- nation du général Vasco Gonçalves à la tête des armées, refus d'as- sister à l'assemblée du M.F.A. Le texte, au passage, prend la pré- caution de noter que « la dis- cipline militaire n'est pas en cause, pas plus que le respect dû au président de la République, auquel les délégués rendent hom- mage ». Pris entre l'obligation de répondre à un ordre et la volonté d'user de leur force majoritaire, les « modérés » ont tranché : ils passent outre à la volonté du chef suprême des armées, conscients qu'il ne pourra jamais se retour- ner contre eux.

C'est sans doute alors que la tension est la plus forte. Répon- dant aux questions qui lui sont posées, le capitaine Vasco Lou- reiro dit seulement son espoir de voir la crise résolue « sans faire tomber le pays dans une commis- sion plus grave qui pourrait aller jusqu'à la confrontation armée ». « Tout sera fait pour l'éviter », assure-t-il.

Informés de la résolution de l'armée de terre, les adversaires décident d'en faire autant. Les « contacts », les discussions et les tractations de dernière minute ne changeront rien. L'assemblée du M.F.A. se réunit vers 15 h. 30.

C'est une assemblée « croupion », où ne siègent que les marins et les minoritaires de l'armée de terre. Fantassins et aviateurs ne se sont fait représenter que par leurs chefs d'état-major respec- tifs, les généraux Fábiao et Morais E Silva. Après la « chute » du général Vasco Gonçalves, l'assem- blée discutera quelques heures de la situation en Angola et à Timor. Juste avant de se séparer, les délégués entendent les chefs d'état-major des trois armées don- ner la liste de leurs subordonnés membres du nouveau Conseil de la révolution. Il apparaît alors que chaque arme a « exclu » ses adversaires : l'armée de terre a épuré la « gauche ». Les gé- néral Vasco Gonçalves et Enrico Corvacho et le major Macedo ne seront plus parmi ses représen- tants. Le major « assumé » à sa droite : le commandant Vitor Crespo disparaît de la liste des conseillers. Curieusement, le com- mandant de l'assemblée n'a pas noté que les cas des majors Melo Antunes, Vitor Alves et Costa Martins seront étudiés plus tard, par le Conseil de la révolution lui-même. C'est le premier indice que tout n'est pas encore vérita- blement joué.

DOMINIQUE POUCHIN et JOSÉ REBELO.



(Dessin de KONK.)

Militaires ou idéologues ?

(Suite de la première page.)

A gauche, mais pas au-delà !... Telle est la règle d'or qu'explique le plus en plus modeste, il semble qu'à l'ancienne éthique aristocra- tique, dans l'ensemble réfractaire au « putschisme », succède une optique plus activiste, où fascisme et populisme paraissent extrême- ment.

Il y a et il est vrai, l'injustice sociale. Comment laisserait-elle insensible une armée dont les membres, en majorité désinté- ressés, ont pour souci premier la grandeur et la cohésion du pays ?

Mais la justice, de son côté, doit unir et non diviser. Quelle soit donc de droite ou de gauche, l'armée est toujours tentée — peu importe le vocabulaire — de s'adonner à une sorte de national- socialisme ou de socialisme national, se méfiant des partis et de leurs cadres, dont l'exclusion elle- même constitue l'intérêt. L'intérêt général. Cet ostracisme conduit ainsi les militaires de droite à s'affirmer « apolitiques », bon moyen pour récuser toute abusa- tion, se poser en arbitre et impos- er son éthique. A gauche, ou en armes au « populisme », récemment évoqué par Maurice Duverger (1) : « Il y a des idées, recherche d'un modèle national unique qui permette aux masses de s'exprimer, au pays réel — peuple et soldats — de se substituer au monde fictif des politiciens querelleurs et dogmatiques. L'unité de l'armée » cour- ronne l'édifice. Seul change, sur ce plan, le vocabulaire : les progres- sistes se posent en « avant-garde », les réactionnaires en « guides ».

Dernier point : tandis que, d'un côté, par la puissance de ses armes, sa discipline, sa hiéran- chie et sa rigidité, l'armée consti- tue un appareil redoutable, elle semble, de l'autre, totalement inapte au gouvernement dans la liberté. Il y a là une antinomie qu'aucune bonne intention, à u- cune structure, aucun relais n'a jamais vraiment supprimée. L'irruption du soldat sur la scène politique est donc parfois utile, mais doit cesser au plus vite.

Ces considérations sont loin d'épuiser l'analyse. Celle-ci doit être complétée et nuancée par la prise en compte des liens et com- plicités qui unissent les militaires à la société civile. Rôle de volant régulateur de l'évolution sociale tenu par les armées nationales, en Amérique latine, et poids de l'étranger. Rôle d'intermédiaire et de substitut de la classe moyenne rempli par les soldats, en Afrique. Mutation, en Europe, où le pro- blème, posé par certains en ter- mes de « classe », s'est surtout posé en termes d'attachement aux

traditions et au « ordre moral ». A l'heure, toutefois, où l'origine des cadres devient de plus en plus modeste, il semble qu'à l'ancienne éthique aristocra- tique, dans l'ensemble réfractaire au « putschisme », succède une optique plus activiste, où fascisme et populisme paraissent extrême- ment.

Les événements de Lisbonne tranchent par leur originalité. On peut en chercher des motifs : alors qu'habituellement les « ré- servistes » sont, dans l'armée, collés par les cadres d'active, l'ampleur des combats et la durée du service en Afrique les ont mul- tipliés et valorisés au point que les « professionnels » sont en mi- norité. Certains unités d'active, comme l'aviation et divers corps d'élite, semblent ainsi en arrière de la main ». Toutefois, l'attitude de la marine, universellement traditionnelle mais en l'espace fort « avancée », prouve bien que le poids des réserves n'a qu'une signification limitée. Elle prouve aussi qu'en matière d'« interven- tionisme » l'appartenance sociale est un critère très relatif. Enfin les péripéties portugaises mon- trent assez que l'armée n'est pas cet instrument « de classe » — tout d'un côté ou tout de l'autre — cher aux idéologues, truffée de connivences et perdue d'in- térêts.

Enfin, c'est vers l'ineptie des luttes coloniales qu'il faut se tourner pour comprendre ce qui s'est passé. Certaines prémisses s'étaient déjà révélées à Alger : à l'époque, à l'inverse de la plu- part de leurs pairs dont la philo- sophie était purement conserva- trice, les plus politisés des officiers français — forts de l'exemple du Vietnam et de quel- ques lectures marxistes mal assi- milées — songaient déjà à instaurer, au-delà de l'Algérie, une sorte de « national-communisme » aux contours aussi ambigus qu'impré- cis.

L'armée portugaise, friande de ces théories, avait alors systéma- tiquement traduit articles et direc- tives de ses services d'action psy- chologique, dans le « bureau (2), dont la « division » n'a, final- lement, été que la réplique. Mais le temps a passé, et dans les

esprits, l'aventure coloniale deve- nue sans espoir s'est identifiée au régime Salazar, clos, anachronique et oppressif. Le renouveau ne pouvait plus venir de cet horizon- là ! Le manichéisme militaire aidant, et la soif de servir, rien d'étonnant à ce que l'armée ait fini par basculer sur cet autre versant, cette nouvelle frontière progressiste, confiant l'entree- prise par quelques officiers fran- çais.

Pour des soldats, la démarche — tout comme la démocratie qu'elle impliquait — n'en était pas moins inaccoutumée. L'armée s'est donc divisée. Certains — mais combien sont-ils ? — se sont mu- rés dans le silence. La plupart ne sont pas, à proprement parler, « fascistes », mais aspirent sans doute à rétablir l'ordre et à main- tenir, avec l'Église et l'Amérique, leur pays dans une ligne tradi- tionnaliste ; tendance classique dans l'armée, tout compte fait ! A l'inverse, les plus décidés ont res- senti des résonances naturelles avec le parti communiste, jugeant que seule sa détermination et sa discipline pourraient permettre de mener jusqu'au bout l'entreprise. Ils ne sont, toutefois, qu'une mi- norité. Le social-démocrate ne cor- respondant guère, enfin, à la psy- chologie militaire, reste donc, effectivement, une masse popu- laire cause par l'éternel rêve de l'alliance du peuple et de l'armée, où le part de paternalisme, de solidarisme et de gauchisme n'est pas facile à déceler.

Sans la rencontre inattendue de ce rêve et du courant autogè- nique moderne qui est la grande innovation et la clé de cette démocratie effervescente, unique dans les annales militaires, l'unité aurait, sans doute, été mieux sauvegardée. Logiquement, elle devrait, néanmoins, se refaire. Transformée en mosaïque de ten- dances et de clans, non seulement l'armée cesse d'être elle-même, mais elle perd son prestige, faillit à sa mission, enlève toute signi- fication positive à son entreprise, prend le risque d'une lutte fratricide ou de la maladresse brutale d'une faction extrémiste sur le pays. Ces militaires sont-ils deve- nus idéologues au point de perdre tout esprit d'unité et tout sens du danger ? S'il y a encore une armée au Portugal, elle ne peut, à tous ces titres, que réagir dans la voie toute tracée d'un populisme natio- nal, marqué par l'extraordinaire expérience des mois passés. Il restera, ensuite, aux civils, dès que possible, à s'en débarrasser !

PIERRE DABEZIES.

Londres. — Le « Comité d'unité et de solidarité avec la démocra- tie et le socialisme au Portu- gal », créé le 2 août dernier à Stockholm, dans le cadre de l'In- ternationale socialiste, a décidé vendredi 5 septembre, à Londres, d'agir sur les gouvernements, les Parlements et les opinions publi- ques pour qu'une assistance tech- nique et économique immédiate soit accordée au Portugal.

Réuni à l'initiative de M. Harold Wilson, le comité, composé, outre le premier ministre britannique, de MM. Olof Palme et Joop Don Uyl, chefs des gouvernements suédois et néerlandais, ainsi que de MM. François Mitterrand et Willy Brandt, chefs des partis socialistes français et ouest-alle- mand, a, en effet, entendu un rapport extrêmement pessimiste de M. Mario Soares sur les diffi- cultés économiques du Portugal. Il est fait mention, dans le communiqué lu par M. Brandt, président du comité, d'aucune condition politique préalable à l'accord d'une aide économique. Néanmoins, la déclaration note que « l'important mouvement de bonne volonté suscité par la dé- colonisation rapide et l'élimination du régime fasciste ne doit pas être menacé par l'indifférence à l'égard des vœux d'une majorité du peuple portugais ».

M. Brandt a rappelé les cinq grands thèmes guidant l'action du comité : établissement d'une dé- mocratie, notamment par des élec- tions libres et générales, libre cir- culation des informations, droit syndical, développement du socia- lisme et soulagement de l'économi- que du Portugal.

Le comité a envisagé que ses membres ou ses représentants se rendent au Portugal pour « établir des contacts avec le gouverne- ment portugais, le parti socialiste et les autres leaders politiques et militaires ». Il a d'autre part, souligné que « les dirigeants poli- tiques et militaires du Portugal effectuent des visites dans les au- tres pays d'Europe occidentale ». Enfin il a évoqué la possibilité d'organiser des « Journées du Portu- gal » dans les pays représentés au comité.

M. Brandt et M. Wilson ont pris bien soin de préciser, à plusieurs reprises, au cours d'une confé-

Espagne

VENUE PLAIDER LA CAUSE DES MILITANTS BASQES

Une délégation française n'a pas été reçue par les autorités espagnoles

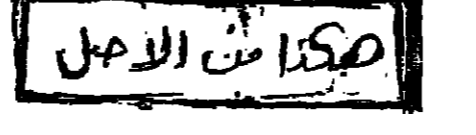
Madrid (A.F.P.). — Une délé- gation, composée de parlementaires et de syndicalistes français, venue à Madrid pour demander la grâce des deux militants bas- ques condamnés à mort à Burgos, a décidé de repartir pour Paris sans avoir pu être reçue par aucun représentant d'organismes officiels espagnols, apprend-on le samedi 6 septembre à Madrid.

La délégation est composée de MM. Georges Filloud, député de la Drôme, membre du bureau exécutif du parti socialiste, Par- fet Jans, député communiste des Hauts-de-Seine, Jean Dren, membre de la commission exé- cutive de la C.G.T., Georges Curie, membre de la commission internationale de la C.F.D.T., et Guy Le Néouanic, responsable du secteur jeunesse et des rela-

tions extérieures à la Fédéra- tion de l'éducation nationale. Les cinq membres de la dé- legation se sont rendus succes- sivement à Madrid, à la présidence du gouvernement et au ministère affaires étrangères. Ils ont clarifié d'avoir pu être reçus aucun fonctionnaire, ni mes- sages officiels, apprenant-on le samedi 6 septembre à Madrid.

Ce message, selon un com- miqué remis à la presse au leur départ, visait à « infliger les autorités espagnoles de profonde émotion ressentie France à l'annonce de la s- tence de mort et d'exiger l'exécution de ces deux hommes ». L'exécution déclencherait, France, en Europe, et dans monde entier, une puissante ré- sistance d'indignation et de ré- balion ».

Le collectif Euz Forest et de défense des prisonniers politiques espagnols, le parti socialiste ou- vrier d'Espagne et la Fédération de Paris du parti socialiste ap- pellent à une grande manifesta- tion, mardi 9 septembre à 18 h. 30 au Rond-Point des Champs-Élysées.



EUROPE

ASIE

Italie

P.C. joue un rôle souvent décisif dans les régions et les municipalités

De notre correspondant

En apparence, rien n'est changé : comme chaque année, la rentrée politique est dominée par des élections régionales et municipales. Mais, en fait, la situation économique difficile et des revendications syndicales ont poussé le cabinet de M. Aldo Moro à un assaut de réformes. On suppose ses chances, cette mise en scène routinée cache une question fondamentale : elle concerne moins le futur président du conseil et la répartition des portefeuilles que la composition à majorité ou à égalité des coalitions avec l'opposition. Il s'agit de savoir si le parti communiste sera associé d'une manière ou d'une autre à la gestion du pays, comme le réclament les ultras. Débat plus actuel que jamais, le P.C. étant déjà au pouvoir dans nombre de régions, provinces et de municipalités. Sa nette avance aux élections du 15 juin dernier...

Le bouleversement des « courants » de la D.C.

Si le parti communiste hésite, la démocratie chrétienne elle-même est profondément troublée. L'élection de M. Fanfani, le 25 juillet dernier, et son remplacement par une personnalité aussi inattendue que M. Benigno Zaccagnini se sont accompagnés d'une redistribution de toutes les cartes : on assiste en ce moment à la dissolution des structures traditionnelles de la D.C. au moins à leur reconstitution sur des bases différentes. Le groupe le plus important, les « Dorotei », dont le candidat M. Fanfani fut le chef, n'a pu accéder au secrétariat du parti, est en plein désarroi. Son principal chef de file, M. Mariano Rumor, n'est-il pas en train de s'en séparer pour se rapprocher un peu plus du président du conseil, M. Moro, dont la position personnelle n'a jamais été aussi forte ? Curieusement pourtant, c'est un des hommes les plus proches du gouvernement, M. Luigi Gui, ministre de l'Intérieur, qui déclare souhaiter un changement de cabinet. Sans aller aussi loin que le ministre de l'Intérieur, M. Moro, qui réclame des élections anticipées, M. Gui donne la singulière impression de vouloir faire sauter le cabinet pour mieux le renforcer.

Engagés pour leur part dans une tentative de renouvellement du parti — meilleur contrôle des structures, dévotion au « clientélisme », remise en ordre des publications... — MM. Moro et Zaccagnini veulent éviter toute crise qui ne pourrait que stopper leurs efforts. Des élections, en particulier, conduiraient toute une partie de la démocratie chrétienne à s'engager dans une campagne anticomuniste qui déplacerait définitivement cette formation sur la droite. Convoqués, au contraire, qu'un dialogue avec l'opposition communiste s'impose désormais et qu'une transformation du parti doit précéder toute tentative de récupération des voix perdues le 15 juin, M. Moro tente de rassurer le concours des différents partenaires sociaux. Les syndicats seraient prêts à lui faciliter la tâche, si leur « base » ne les presse pas trop dans une période où le renouvellement des contrats de plusieurs catégories professionnelles peut laisser prévoir des grèves dures et nombreuses.

ROBERT SOLÉ

Irlande du Nord

Les représentants des deux communautés chercheraient à former un gouvernement de salut national

De notre correspondant

En somme, le gouvernement britannique refuse d'annoncer la fin de la trêve avec l'Ulster, et de prendre de nouvelles mesures spectaculaires qui l'enlèveraient de nouveau dans une situation d'impasse. Depuis vendredi soir, dans le Nord comme dans le Sud, le message est très clair, et c'est aux représentants des deux communautés de la province qu'il appartient de combler le vide politique en Ulster. Les chefs de la coalition loyaliste, le Conseil unioniste d'Ulster (U.U.C.), qui étaient opposés jusqu'à présent au partage du pouvoir avec le parti catholique, le S.D.L.P. (travailliste social-démocrate), ont des entretiens avec ce parti pour tenter de trouver une formule de compromis. Celui-ci pourrait se concentrer par la formation d'un gouvernement provisoire de salut national auquel participeraient tous les partis de l'Ulster.

JOE MULHOLLAND.

Aucune organisation n'a encore revendiqué l'attentat à la bombe qui a fait vendredi 5 septembre deux morts et une soixantaine de blessés à l'hôtel Hilton de Londres (notre dernière édition du 6 septembre). — (A.F.P.)

Laos

SANS ATTENDRE LES ÉLECTIONS DE 1976

Le nouveau régime va pouvoir se consacrer au rétablissement de la situation économique

Le prince Souvanna Phouma a déclaré au correspondant de l'A.F.P. à Vientiane, qu'il n'entendait pas demeurer à la tête du gouvernement laotien après les élections d'avril 1976. « J'ai suffisamment travaillé pour mon pays, et les élections signifieront que les problèmes politiques du Laos sont résolus, donc ma tâche sera terminée. »

Correspondance

Dès le lendemain de leur prise du pouvoir, les nouvelles autorités révolutionnaires laotiennes ont entrepris d'éradiquer de la jeunesse de Vientiane tout ce qui peut rappeler les mœurs occidentales. Comme dans les villes de province, elles conseillent aux jeunes gens de se couper les cheveux, d'abandonner les pantalons à patte d'éléphant et aux jeunes filles de délaisser les hauts et maquillage. En outre, il y a peu de temps que le radio a modifié ses programmes et diffusé des chansons traditionnelles et révolutionnaires (celles-là même qu'apprennent les enfants dans la rue ou qu'ils enseignent à leurs aînés.)

Si le Laos a connu en 1974 un déficit commercial net de 35 millions de dollars, il semble devoir parvenir assez rapidement à l'autosuffisance alimentaire et commerciale. En effet, la valeur des ventes d'exportations frauduleuses de bois a été estimée à 80 millions de dollars par an. Le créateur d'un office du bois, l'instauration d'un contrôle par les étudiants et par les douaniers de l'exportation du bois équarré devraient rapidement rectifier la situation dans ce domaine. En va de même pour les spéculations sur le paddy. D'autre part, l'autosuffisance alimentaire devrait permettre de réduire, sans d'ailleurs le déficit, que représente l'approvisionnement des marchés de Vientiane, qui rapporterait actuellement quelque 10 000 dollars par jour aux commerçants thaïlandais. Les importations de riz de la Thaïlande et de Laos sur le plan économique est, au demeurant, la justification générale de la situation. Les relations entre les deux pays ne sauraient aller jusqu'au point de rupture comme ce message de la Thaïlande le laisse entendre.

thailandaises au Laos sous l'étroit contrôle de la C.I.A., qui conserverait un important bureau régional dans la base D. Udorn sous le couvert de l'aviation américaine. Selon certaines rumeurs, l'ancien chef militaire de la place de Vientiane, le général Kupsasith Abhay, se livrerait à des achats d'armes, et on parle d'un retour vers la région du général Vang Fao, qui reprendrait en main certains éléments de son armée clandestine pour des opérations subversives au Laos. Les autorités laotiennes ne font rien pour empêcher ces groupes et assurent de leur intention de tenir les personnalités laotiennes de droite éloignées de la frontière. Elles viennent de priver six membres de quitter rapidement la Thaïlande. Elles accusent, en revanche, les Laotiens de soutenir activement la subversion en Thaïlande, et les journaux de Bangkok n'hésitent pas à parler de la volonté de Vientiane de recouvrer les quatre provinces annexées par la Thaïlande en 1974.

Mais il ne semble pas que la Thaïlande soit le seul pays avec lequel le nouveau régime laotien ait des difficultés. Ainsi, selon une source nord-vietnamienne, le prince Souphannouvong se serait rendu à Hanoi à la mi-août lors du passage de M. Kheun Samphan, vice-premier ministre cambodgien, en route pour Pékin, ceci afin de régler certains malentendus avec le régime Khmer. Il est impossible d'avoir la moindre précision concernant la nature de ces malentendus. Les relations qu'entretient le nouveau régime avec Hanoi paraissent être un modèle du genre. Si la présence ostentatoire des Soviétiques dans le

Chine

Le refus de Taiwan d'accueillir d'anciens officiers libérés du Kuomintang constitue un succès psychologique pour Pékin

De notre correspondant

Pékin. — Trois des dix criminels de guerre du Kuomintang partis en avril pour Taiwan sont rentrés le 3 septembre à Pékin. Après cent quarante jours d'attente, Hongkong, ils n'avaient pu obtenir du régime nationaliste l'autorisation de pénétrer à Formose. Par conséquent, ils ont dû regagner la capitale. On a organisé pour eux un banquet d'accueil, et on les a assurés que la proposition du printemps tenait toujours, qu'ils pourraient se rendre à Taiwan tout frais payés, et que la possibilité se présenterait. Pour l'instant, les autorités vont leur fournir, comme à ceux qui ont décidé de rester en Chine, une occupation et des moyens de vivre.

Le gouvernement commence à retirer d'importants bénéfices psychologiques de sa décision de libérer en mars quelque deux cent cinquante anciens combattants de guerre. La plupart d'entre eux, par crainte, n'ont osé demander l'autorisation solennellement offerte de rentrer à leur famille. Dix pourtant s'y sont risqués malgré de fâcheux précédents : au cours des années passées, en effet, plusieurs prisonniers de guerre du Kuomintang relâchés furent mis en prison dès leur arrivée dans l'île. Ces hommes proposèrent de s'engager à ne parler jamais de la situation sur le continent, à ne pas prendre la parole en public, à ne jamais aborder de questions politiques pendant leur séjour, on leur fit savoir que c'était encore insuffisant. L'étroitesse de vue du Kuomintang comble d'aise, à coup sûr, la Chine populaire et va au-delà de ses espérances.

A. B.

Nécessité de l'aide étrangère

Tout laisse à penser que le Laos devra, au moins pendant un certain temps encore, continuer de faire largement appel à l'aide étrangère à l'exception française en particulier. Le problème, du reste, semble moins être celui de l'obtention de crédits que de l'entretien effectif et rapide des contributions étrangères. L'aide de la Chine se monte à 25 millions de dollars et comporte notamment la construction d'un tronçon routier du parc de Louang-Prabang à la « route chinoise » édifiée ces dernières années entre le nord-est du Laos et le Yunnan. L'assistance soviétique n'est pas chiffrée. Moscou aurait proposé au Laos de construire sa nouvelle capitale à Phongsavane, dans la plaine des Jattes. La disparition de l'aide massive américaine n'est pas sans poser des problèmes importants à court terme, et elle devra être compensée par d'autres apports étrangers. Quant à la France, outre sa contribution au Fonds d'opération des changes, son aide, au titre du budget 1976, se monte à 29 millions de francs, à peu

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

NEUF PERSONNES ONT ÉTÉ TUÉES, le vendredi 5 septembre, à la suite d'attentats ou d'affrontements. Les corps nus de trois hommes et de deux femmes ont été retrouvés criblés de balles près de Buenos-Aires. Un caporal de la police de Córdoba et un lieutenant de l'armée figurent également parmi les victimes. Le bilan des assassinats politiques depuis juillet 1974 est de cinq cent quatre-vingt-deux morts. — (A.P. Reuters.)

Chili

L'EX-DEPUTE DEMOCRATE CHRETIEN PEDRO ARAYA

Chine

UNE DELEGATION DU PARTI ET DU GOUVERNEMENT ROUMAINS, conduite par M. Ilie Verdet, membre du comité politique exécutif du comité central du P.C., est arrivée à Pékin le vendredi 5 septembre pour une « visite amicale ». — (A.F.P.)

Pays-Bas

LA POLICE D'AMSTERDAM a arrêté, sans motif du 5 septembre, quatre hommes qui ont été trouvés à leur hôtel

en possession de deux pistolets, de deux pistolets-mitrailleurs, de munitions et d'une imitation de bombe, a déclaré un porte-parole de la police. — (A.F.P.)

Thaïlande

LA THAÏLANDE espère ouvrir prochainement un bureau de liaison à Hanoi pour traiter avec le gouvernement nord-vietnamien et discuter avec lui de l'établissement de relations diplomatiques, a déclaré vendredi 5 septembre M. Kuk-ri Pramoi, premier ministre. Il a ajouté que le prince Sihanouk est prêt à renouer avec Bangkok. — (Reuters.)

DIPLOMATIE

L'ASSEMBLÉE EXTRAORDINAIRE DES NATIONS UNIES

Le développement ne peut se faire sur la base de la confrontation

déclare M. Kissinger

M. Sauvagnargues a donné, vendredi 5 septembre, au siège de l'ONU, à New-York, un déjeuner en l'honneur de M. Bouteflika, ministre algérien des affaires étrangères et président de l'Assemblée extraordinaire des Nations unies. Une vingtaine de ministres et M. Waldheim, secrétaire général de l'ONU, assistaient à ce déjeuner. Le ministre français a dit que l'éventuelle conférence de Paris sur l'énergie et les produits de base ainsi que la session de l'ONU étaient complémentaires. M. Bouteflika a répondu que la conférence de Paris serait une négociation-test et un piège d'attraction pour le monde entier.

Pour la première fois depuis l'installation du nouveau régime à Phnom-Penh, un représentant du Cambodge, M. Sary, vice-premier ministre, a pris vendredi la parole à l'ONU.

De notre envoyé spécial

New-York (Nations unies). — De retour du Proche-Orient, M. Kissinger a passé la journée de vendredi aux Nations unies, où il a tenu la septième Assemblée extraordinaire sur le développement et la coopération internationale. Il a notamment rencontré le secrétaire général de l'ONU, M. Waldheim, le président de l'Assemblée, M. Bouteflika, et le président de la commission spéciale constituée par l'Assemblée, M. Frank, ministre du développement des Pays-Bas. Il a déclaré notamment aux journalistes : « Si le problème de la paix est de construire un monde dans lequel tous les participants ont le sens du partage, il n'est pas possible que le monde reste divisé entre ceux qui sont prospères et ceux qui ont des moyens d'existence marginaux. Mais, d'autre part, si l'on veut que le développement réussisse, cela ne peut se faire que sur la base de la coopération, et non de la confrontation. On ne peut extorquer ce qui est dû de force. Ainsi les États-Unis ont-ils déposé devant l'Assemblée un programme d'une certaine ampleur,

que nous sommes prêts à soutenir, non point comme un texte à prendre ou à laisser, mais dans un esprit coopératif et constructif ; non pas sur la base d'un ultimatum, mais sur celle d'un mutuel respect. »

La délégation américaine a déposé vendredi devant la commission un résumé écrit des propositions faites à la tribune jeudi dernier par les États-Unis. Ce document présente ses propositions, de même que l'énumération des mesures que les États-Unis ont déjà prises ou s'apprêtent à prendre, sous six têtes de chapitre, conformes au classement adopté par la commission spéciale : 1) commerce international, réforme du système monétaire international ; 2) transfert des ressources pour le financement du développement des pays en voie de développement ; 3) science et technologie ; 4) industrialisation, agriculture et alimentation ; 5) restructuration des secteurs économiques et sociaux des Nations unies.

Dans la soirée de vendredi, le secrétaire d'État américain a reçu à dîner M. Callaghan, secrétaire au Foreign Office, M. Genscher, ministre des affaires étrangères d'Allemagne fédérale et M. Sauvagnargues. Ce dîner à quatre aura, pense-t-on, à la fois sur les problèmes internationaux et sur la nécessité d'harmoniser l'attitude des pays industrialisés dans le débat en cours à l'ONU. Cette harmonisation n'est pas parfaite, en effet, ne serait-ce par exemple que sur l'indexation du prix des matières premières par rapport à celui des produits manufacturés qui reste la première exigence des pays en voie de développement et sur laquelle la France et de nombreux autres pays manifestent des positions partielles, notamment les Américains.

Il semble bien, d'autre part, que toutes les réserves américaines en ce qui concerne la relance de la conférence préparatoire de Paris entre les pays producteurs et consommateurs d'énergie et de matières premières n'aient pas disparu. Celles-ci ont toutefois les bonnes chances d'un prochain consensus à cet égard dans un discours de jeudi. M. Sauvagnargues n'a pas pu annoncer la convocation de cette conférence préparatoire. Avec les journalistes, qui l'ont assailli de questions, vendredi, à ce sujet, il s'est montré extrêmement prudent.

JEAN SCHWELB

La visite du vice-président irakien

M. CHIRAC ASSURE M. HUSSEIN DE SON ESTIME ET DE SON AFFECTION

M. Chirac et le vice-président irakien, M. Hussein, ont passé la nuit du vendredi 5 au samedi 6 septembre à l'Oustace de Baumanière, près des Baux-de-Provence, où ils séjourneront pendant le week-end. Ils devaient, ce samedi, visiter le centre nucléaire de Cadarache. Accueillant M. Hussein à Orly, le 5 septembre, comme « un ami personnel », le premier ministre l'a assuré de son « estime », de sa « considération » et de son « affection ». « Je me réjouis », dit-il, « de reprendre le dialogue qui permettra de donner des fondements plus solides à notre relation et à notre coopération culturelle et économique déjà si concrètes. »

M. Hussein a notamment répondu : « Nous sommes d'accord sur ce que vous devez de dire en ce qui concerne la relation, avec la France, et nous souhaitons que les relations que la France entretient avec les pays arabes soient empreintes de la même chaleur et de la même cordialité. Les rapports entre nos deux pays ne pourront que s'améliorer à la suite de ma visite et, je l'espère, s'établir sur la base d'une coopération internationale en général. »

ERRATUM. — C'est M. Jean-Marie Méillon qui sera nommé à la base de l'air à Athènes et M. Jean-Claude Winkler ambassadeur à Madrid. Les noms de ces deux diplomates avaient été mal orthographiés en première édition du Monde du 6 septembre.

PROCHE-ORIENT

L'accord intérimaire israélo-égyptien

Moscou a informé l'ONU de ses réserves au sujet de la présence américaine dans le Sinaï

Selon des informations en provenance des Nations unies, M. Jacob Malik a fait part, vendredi 5 septembre, à M. Kurt Waldheim de la position soviétique au sujet de l'accord. Il a fait état des réserves de son gouvernement à l'égard de l'envoi de spécialistes américains dans une tampon de l'ONU. Toutefois, le représentant de l'U.R.S.S. à l'ONU n'a, à aucun moment, évoqué la possibilité que son pays fasse usage de son veto lorsque le Conseil de sécurité sera appelé à entériner le rôle de l'Organisation dans l'application de l'accord. M. Henry Kissinger a déclaré, pour sa part, qu'il ne s'attendait pas que l'Union soviétique soulevât des objections majeures à l'accord intérimaire israélo-égyptien lorsque celui-ci sera évoqué devant le Conseil de sécurité.

Le secrétaire d'État américain, qui répondait aux questions des journalistes à l'issue d'un entretien avec le secrétaire général de l'ONU, M. Kurt Waldheim, a indiqué que la question sera abordée longuement avec le ministre des affaires étrangères soviétique, M. Andreï Gromyko, lorsque celui-ci viendra à New-York le 8 septembre. M. Kissinger entend lui faire admettre que les activités prévues pour les techniciens américains dans le Sinaï seront très limitées et que leur rôle de maintien de la paix de l'ONU.

À TEL-AVIV, M. Itzhak Rabin a affirmé au quotidien *Yedioth Aharonot* qu'il n'y a aucune obligation de la part d'Israël des États-Unis ou de l'accord pour pousser à un accord intérimaire avec la Syrie. Dans le cas contraire, le premier ministre israélien va jusqu'à exclure toute possibilité d'accord intérimaire avec la Syrie. « Ce que l'on peut

faire tout au plus avec elle, ajoute-t-il, ce sont des rectifications insignifiantes des lignes, mais pas dans le secteur du mont Hermon. De son côté, M. Shimon Peres, ministre de la défense, a déclaré à Haaretz que, « contrairement à la majorité des membres du cabinet », il pense qu'un nouvel accord intérimaire, qui serait le troisième, doit intervenir dans trois ou quatre ans avec l'Égypte, « avant qu'un traité de paix soit conclu ».

CORRESPONDANCE

Les félicitations de M. Giscard d'Estaing

M. Gérard Israël, directeur des Nouveaux Cahiers, édité sous les auspices de l'Alliance israélite universelle, nous écrit :

Il importe peu que M. Giscard d'Estaing n'ait pas adressé de félicitations au chef de l'État israélien à la suite de la conclusion de l'accord israélo-égyptien. La France et Israël sont des puissances démocratiques qui n'ont pas à se congratuler chaque fois que des dispositions sont prises dans un sens qui apparaît comme positif à l'une ou à l'autre. Mais, en adressant un message chaleureux de félicitations à M. Sadate et à M. Kissinger, le président de la République montre clairement que la France n'est pas favorable à la thèse des États qui opposent à l'accord, à savoir essentiellement la Syrie et l'Irak (peut-être l'Algérie), pas plus d'ailleurs qu'à celle de certaines organisations palestiniennes, qui violent dans la lutte armée et dans le refus la seule issue au conflit.

POLITIQUE

Au cours de stages de formation

Les nouveaux socialistes apprennent à lutter contre le mal de mer

Lourmarin. — Pour le parti socialiste, qui, en quatre ans, a plus que doublé le nombre de ses adhérents et a vu, cette année, arriver le tiers de ses effectifs, l'effort de formation est prioritaire. C'est en effet le seul moyen de donner un minimum de cohésion au mouvement, le seul d'éviter que le flux sentimental — qui, à l'occasion de la campagne présidentielle, a amené tant de nouveaux militants ne soit transformé en reflux par la querelle entre le P.S. et le P.C.F. M. Mitterrand a donc pris en main lui-même ce secteur d'activité et les dirigeants socialistes se sont relayés cet été dans les divers stages de formation organisés par Mme Yvette Roudy. Cet effort est prolongé, tout au long de l'année, par des week-ends de formation au cours desquels sont accueillis au total quelque cent cinquante responsables. Au cours des trois sessions estivales, un nombre équivalent de cadres auront approfondi leur culture politique.

Une cinquantaine de secrétaires de section, de membres des comités locaux, se sont par exemple réunis pendant deux jours, à Lourmarin (Vaucluse), à l'ABC du militant, initiation à l'animation de groupe par des exercices au magnétoscope, rédaction de tracts, de communiqués, analyses de presse, exposés théoriques sur les divers aspects de la politique du P.S., mais aussi sur les droits du militant (notamment dans les entreprises) constituaient l'essentiel du programme de longues journées d'initiation à la fin du stage, les laçons sont devenues réalité, puisque les militants ont consciencieusement investi le marché de Paris, la ville voisine, après avoir, la nuit précédente, procédé à un impressionnant collage d'affiches à cette occasion, ceux des stagiaires que le caractère relativement abstrait des travaux des jours précédents avait pu déconcentrer auront l'occasion de prendre leur revanche.

Développer la capacité à nouer un contact personnel avec la population était, en effet, pour les animateurs socialistes du stage, un objectif au moins aussi important que faire acquiescer à leurs « dièses » la maîtrise en matière de rédaction de tracts ou de motions. Deux ou trois soirs par stage, les habitants du

village étaient d'ailleurs invités à venir rejoindre les stagiaires pour participer à des forums sur des sujets aussi divers que les comités nucléaires ou l'organisation des consommateurs.

Confiance en soi

Venus d'une vingtaine de départements, les militants qui acceptent de consacrer une semaine de vacances pour leur parti sont à l'illustration du renouveau humain du P.S.

Membres du P.S. depuis, en moyenne, moins de deux ans (et tous, en tout cas, depuis le congrès d'Épinay-sur-Seine de juin 1971), ils ont, pour la moitié, moins de trente ans. Sur l'ensemble des stages, on dénombre environ un tiers de femmes et un tiers d'enseignants, mais aussi d'authentiques ouvriers et agriculteurs.

Pourtant bien plus que des techniques de propagande, ce que les stagiaires de Mme Yvette Roudy viennent acquiescer, c'est d'abord une certaine confiance en eux. Les membres du secrétariat national, qui se sont succédé à Lourmarin, n'avaient pourtant pas eu d'idées sur la situation du P.S. Au contraire, ils ont tous insisté sur les difficultés du moment — notamment en ce qui concerne les relations avec le P.C.F. — comme l'exaliqua M. Jean Poporen, « quand le bateau de la gauche navigue sur des eaux agitées, il est bon d'éviter que trop de néophytes n'aient le mal de mer ».

Les stagiaires s'entendent donc répéter que, si le P.S. n'a pas d'autre stratégie possible que l'union de la gauche, il est hors de question pour autant qu'il s'aligne sur les positions de ses alliés communistes. L'exemple portugais fut largement utilisé pour justifier cette position et pour faire apparaître que les communistes doivent encore s'expliquer sur la théorie selon laquelle leur parti constituait l'avant-garde des partisans du socialisme. Dans l'encadrement du stage, ne figurent aucun membre de la minorité du P.S., le CEPES. Tant qu'à former des animateurs, la direction du parti socialiste ne tient pas à ce que ceux-ci aient ensuite contre elle dans les départements.

THIERRY PFISTER.

Soudan

LA TENTATIVE DU COUP D'ÉTAT ATTRIBUÉE A DES « GROUPES RÉACTIONNAIRES »

Après l'échec de la tentative d'un coup d'État dirigé contre le régime du président Nimeh Khartoum, vendredi 5 septembre, la vie a repris son cours normal dans le Soudan. L'aéroport international est ouvert. Le président Nimeh Khartoum devant les représentants de l'Union socialiste soudanaise, vendredi 5 septembre, a déclaré que la tentative de coup d'État n'avait été que le résultat de l'instigation de groupes d'État ne pouvant être que des groupes réactionnaires.

Le chef de l'État a révélé des combats acharnés de s'étaler vendredi, les rebelles se trouvant civils, ainsi que cent cinquante militaires et soldats importants en armes, auraient été saisis sur le terrain.

De son côté, M. Ahmed Halim, ministre soudanais de la culture et de l'information, a déclaré que la tentative avait été en deux heures et avait été le fait de « réactionnaires manipulés », des officiers et des soldats, sort du chef de la rébellion lieutenant-colonel Hassan sein Osman, est encore incertain. De source officielle, vendredi, on annonce qu'il n'avait été tué au cours de l'événement blessé et transporté dans un hôpital militaire de Khartoum d'autres sources il aurait été et des témoins affirment qu'il est mort. — (A.F.P., U.P.)

AFRIQUE

Angola

PRETORIA RECONNAÎT L'ENVOI DE TROUPES DANS LE SUD DU PAYS

Pretoria (A.F.P., Reuters). — Le ministre des affaires étrangères a rendu public, vendredi 5 septembre, le texte d'une note envoyée au Portugal admettant, pour la première fois, que des forces sud-africaines ont pénétré dans le sud de l'Angola. Selon ce texte, il s'agit de prendre des mesures de protection des installations hydrauliques de Caluque, sur la rivière Cunene, qui alimentent en eau une partie de l'Ovamboland namibien. Ces installations se trouvent dans une région jusqu'à présent considérée comme un *no man's land*, aux termes d'un accord passé entre le Portugal et l'Afrique du Sud.

Le gouvernement sud-africain réaffirme sa « neutralité » dans le conflit angolais. Il se félicite de l'intention manifestée par Lisbonne de prendre des mesures de protection dans cette région et assure que « l'Afrique du Sud suspendra aussitôt que possible les mesures prises dans cette région et évacuera le personnel sur place ».

À MOSCOU, l'agence Tass a dénoncé, le 5 septembre, « l'intrusion criminelle de certains pays étrangers en Angola ».

Zaire

Le « complot » du 15 juin

LE PRÉSIDENT DE LA COUR SUPRÊME AVAIT ÉTÉ RÉVOQUÉ

Dans une lettre remise jeudi 4 septembre à M. Valéry Giscard d'Estaing, le Rassemblement démocratique du peuple congolais, mouvement clandestin d'opposition au régime du président Mobutu, dénonce les conditions dans lesquelles s'est déroulé le procès des « comploteurs » du 15 juin dernier (le Monde du 3 septembre).

Après avoir rappelé que les accusés étaient « privés de tout droit de défense », le R.D.P.C. dénonce, en outre, la révocation, peu de temps après la découverte du « complot », de M. Liou, président de la Cour suprême zairoise. M. Liou avait exprimé des doutes sur la valeur des chefs d'accusation retenus, et s'était opposé à ce que le tribunal militaire d'exception pût juger des civils.

M. Liou fut alors la cible d'une vive campagne de presse au Zaire, puis fut démis de ses fonctions ministérielles et de professeur d'université. Le général Masiala Kinkela Kulu Kangala, président du tribunal militaire d'exception, qui a condamné à mort le 1^{er} septembre, sept officiers, a disparu, le lendemain, dans un accident d'hélicoptère.

LE PROGRAMME DE LA SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE

M. Tomassini, secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement, a indiqué au bureau du groupe U.D.R., réuni jeudi 4 septembre à l'Assemblée nationale, les projets du gouvernement quant à l'ordre du jour de la session ordinaire du Parlement. Du 2 au 20 octobre : seconde lecture du projet de loi sur le développement du sport et première lecture de la loi foncière du 20 octobre au 19 novembre, discussion budgétaire ; du 21 novembre au 20 décembre, projets relatifs à la limite d'âge de certains fonctionnaires, statut de la ville de Paris, organisation de la région Ile-de-France, protection de la nature, réforme de l'architecture, M. Bernard Forns, député du Lot, a demandé que les représentants des viticulteurs soient reçus par M. Chirac avant les réunions de Bruxelles du 9 septembre.

A Chamalières

Le Mouvement de la jeunesse communiste lance une campagne contre l'austérité

De notre correspondant

Clermont-Ferrand. — Le Mouvement de la jeunesse communiste de France avait choisi, symboliquement Chamalières, la cité voisine de Clermont-Ferrand, dans M. Giscard d'Estaing était le maître avant d'être élu président de la République, pour servir de cadre, vendredi 5 septembre, à une manifestation constituant, selon les organisateurs, « le coup d'envoi d'une série d'initiatives du Mouvement de la jeunesse communiste de France pour dénoncer l'insupportable scandale du sort fait à la jeunesse de ces pays et pour lutter contre les responsables ». Une centaine de jeunes, représentant les fédérations des vingtaine de départements des régions situées au sud de la Loire s'étaient rassemblés en file de maitrise autour de banderoles revendicatives.

M. J.-M. Catala a commenté l'allocation du président de la République qu'il a qualifiée de « nouvelle tentative de mystification » avant de conclure : « Giscard a relancé l'austérité. Il s'est livré à une nouvelle opération de déclaration de guerre au peuple, aux travailleurs, à la jeunesse. »

M. Pierre Abelin, membre de la coopération, sera candidat à l'élection législative partielle qui aura lieu, dans un délai de trois mois, pour pourvoir le siège laissé vacant par le décès de Pierre Gourault député républicain (le Monde du 3 septembre), dans la deuxième circonscription de la Vienne (Château).

M. GISCARD D'ESTAING EN GRÈCE DU 17 AU 21 SEPTEMBRE

L'Élysée a donné des précisions sur le prochain voyage de l'État en Grèce. C'est du 17 au 21 septembre que M. et Mme Giscard d'Estaing se rendront en visite officielle en Grèce.

M. Jacques Médecin, ministre des Alpes-Maritimes, mais aussi, a été élu président du groupe des réformateurs, socialistes et démocrates sociaux de l'Assemblée nationale, et d'après les non-inscrits, il aura été élu le 14 juillet, apparenté au groupe des députés indépendants. De M. Maurice Dousset, député de Seine-et-Loire, qui n'appartient à aucun groupe parlementaire, on annonce qu'il a été élu député républicain indépendant. Modifications ont été publiées le Journal officiel du 5 septembre.

M. SANGUINETTI : Giscard, c'est Guizot.

M. Alexandre Sanguinetti, membre du bureau exécutif et secrétaire général de l'U.D.R., déclare, notamment, dans un entretien que publie l'hebdomadaire *Témoignage chrétien* (n^o 1014 du 4 septembre) : « Le gaullisme ne se réclame pas du libéralisme. (...) C'est vrai, le libéralisme est officiellement né. Et c'est un drame. Parce qu'il y a eu une libéralisation de la vie qui ne correspond pas du tout à l'empirement français. Il a été convenu-il au tempérament scandaleux, anglo-saxon ou germanique, parce que adapté aux idées protestantes qui estiment que la richesse, la fortune, et des récompenses divines de valeur. Voilà qui ne colle pas avec les vieux pays catholiques ruraux, latins, comme la France. Le libéralisme, c'est la loi pour les plus forts, pour les plus puissants. C'est Giscard ? C'est Guizot, la grande bourgeoisie berale d'émancipation protestante quant à la mentalité, même s'il vit en pays catholique. C'est un gouvernement qui n'a été qu'un état anglais ou allemand. C'est une erreur qui peut coûter cher à la France ».

سكينة الامل

Jeune de 150

Le Monde aujourd'hui

LES CANUTS DE BOLBEC

UR les hauteurs qui cerment le bourg industriel de Bolbec, à mi-chemin du Havre et de Stot, tout le quartier apparaît aux Boussea. Il a été acquis en 1937 avec sa chapelle, son école et ses cités — cinquante-quatre maisons sur un étage — après la grande du textile qui trappa, parmi d'autres, les établissements entés Frères, l'une des plus grandes filatures de la région.

chapelle est la plus fraîche sure du lieu. Elle est construite des mêmes briques roses que celles de l'usine et des habitations ouvrières; mais sur son fronton brillent les lettres d'or de l'inscription latine. Légués les patrons paternalistes du nouveau siècle: « Venez à vous tous qui travaillez, et nous redonnerai des forces. »

solèil se levait à peine, l'autre il, quand il fut annoncé aux lieux et aux ouvrières du premier quart — l'équipe de l'usine — que Boussea s'agissait la fermeture de la nuit. Dans les cités, la nouvelle juru comme une traînée de feu. La filature, que les gérons représentaient par un « sur les anciennes cartes cadées, allait-elle disparaître? 200 salariés de Desgenétais-asso (dont 60 de femmes) représentent environ 30 % de l'emploi local, déjà obéré par chômage total ou partiel. Sur habitants de Bolbec, jeunes ou ux, souffrait soudain le vent de ces catastrophes.

C'est comme dans les années 30 », dit Mme Follet, une raillée de soixante-douze ans, onnée à la fin de sa « mal-Boussea ». Mme Follet, qui vit depuis la mort de son fils,

il y a quatre ans, évoque le passé: « Chez nous, on était « aux canutes » de père en fils et de mère en fille depuis 1840. Mon grand-père, mon père, mes sœurs, travaillaient au tissage dans la région. Ma mère, née en 1882, avait chez elle son métier à bobines. En 1936, on a été très malheureux. Heureusement que Boussea a racheté notre usine. Les Boussea, j'ai rien à y dire, j'ai été point renoutré. Mais le directeur actuel, le Bobec, c'est un homme très bien. Quand on avait besoin d'un peu de peinture, d'un maçon ou d'un plombier, il ne rechignait jamais sur les réparations. »

Du dehors, par la fenêtre ouverte, monte l'odeur sucrée des tournesols et des géraniums. Chez Mme Follet, tout est blanc, les murs du trois pièces-cuisine, les nappes et jusqu'à son cache-pousière en coton. Le loyer ne coûte que 100 F mensuels. Derrière les façades en crépi rose, on se laissait vivre sans trop songer que l'on n'était plus que des canuts sur les six mille ouvriers d'autrefois.

La rue voisine: d'autres pavillons, parés à des maisons de garde-barrière. Là, des familles entières sont trappées par l'inquiétude. Un ancien contremaître de Cerouit, soixante-dix-neuf ans, n'est pas aussi laudatif que Mme Follet: « Depuis des années on attend le tout-à-l'égout. Ici, la moitié des familles n'ont pas de salle de bains. Si l'usine ferme, qu'allons-nous devenir? »

Tout à côté, c'est la maison des Cotard, à 100 mètres de la filature. Ils sont canuts depuis plusieurs générations. Mme Cotard, soixante-neuf ans, a travaillé quarante ans chez Desgenétais. Son fils, sa fille et son gendre « sont

dans le textile » à leur tour. Ils expliquent: « M. Boussea, on l'appelait M. Marcel. On disait: la filature de Bolbec, c'est son dada. Mais on ne le voyait qu'une fois l'an, le lendemain du Grand Prix de Deauville. »

Mme Cotard rajoute: « L'usine, c'était quand même toute notre vie. Chaque matin, je me mets encore à la fenêtre pour voir arriver les ouvriers. »

Sur la route d'Yvetot, de fortes jeunes filles normandes, aux yeux rouges comme des pivots, passent en parlant d'écottes, de bals et de neuvaines. « Et la filature, dit l'une d'elles, est-ce qu'on sait quelque chose? » Sa compagne hausse les épaules: « On le saura toujours assez tôt. »

JEAN BENOÎT.

Humeur SANG QUATRE-VINGTS

ON est rentré presque sans histoire. On n'en parlera donc que plus longtemps des bouillons bouillants du départ — avec cette fièvre d'émotion nostalgique de qui a été saisi par quelque grand événement et peut dire: « J'y étais ». Et quand le bouillon sautait, quel boum! La fête. Tant et si bien que les bouillons ont débouché sur cette hécatombe elle-même historique: un massacre de braves et d'innocents. Que voulez-vous, c'est la vie. « En tout cas, vous voyez bien que votre limitation de vitesse, ça ne sert à rien. » En un sens, c'est vrai.

Faites cette petite expérience. Un jour et une heure suffisamment débouchés, il va sans dire. Choisissez un tronçon d'autoroute où les panneaux vous rappellent jusqu'à l'obsession, cet rouge et blanc arboré sur vous, que la limite est à 110. Avec des passages à 80. Roulez un moment

dans la voie de gauche. Installez-vous sur cette limite. Mettons 115, pour ne pas avoir trop l'air du « ralentisseur » respectueux-réglement: d'un qui n'est à pas dans son moteur.

Et bien! Il ne se passe pas de minute qu'un appel impérieux éblouisse votre rétroviseur, bientôt suivi d'injonctions claquant. Vous poursuivies régulièrement — deux fois régulièrement — votre chemin. Car vous n'allez tout de même pas vous ranger en vous dérangeant, pour vous rendre complice du viol de la loi et séduire votre prochain très prochain — pare-choix dangereusement dans vos reins — à se précipiter dans le précipice, peut-être mortel. Mortel aussi pour les non-pêcheurs, malheureusement. Bien sûr, l'homme libre trouve une troncée à droite et vous dépasse, crachant une invective inaudible, avec dans l'œil, un mélange de désir meurtrier et de mépris de fer-blanc.

C'est assez. Vous reprenez votre voie moyenne, et vous voilà double, triple, quadruple: à gauche, à droite, bien heureux si ce n'est pas dedans. Vous atteignez la zone de limitation « normale »: c'est la route: 120, 140, 150. Plus, un poids lourd avec ses disques de limitation personnelle: 60-80. Vous réduisez à 100 pour rouler à sa hauteur. Malheureusement, prévisiblement, il décolle. Vous réaccélérez, juste pour voir passer à gauche un éclair rouge, déjà disparu à l'horizon. A quel bon effet des courriers de grande race pour les contraindre au petit trot? C'est tout de même bien agréable, pensez-vous, de dévorer ainsi l'espace et de gagner tant de temps.

Gagner un quart d'heure. Décidément. Le dernier quart d'heure. Celui au bout duquel vous rejouez la belle machine à tuer: morte. Cependant que retentissent déjà, au loin, les sirènes d'alarme. Mort d'un héros. Au bout de l'ornière noire des pneus, la large tache, plus rouge que l'émail, du sang quatre-vingts.

Alors, vous aussi, vous cherchez la première issue. Non pour gagner du temps, mais pour échapper à cette injonction absurde. Une petite route. Un bouchon: un vrai, avec trois tables sous un orme. Un café fort, s'il est possible. La route est peut-être au niveau de l'estomac, mais c'est plutôt un vertige de l'âme.

Vous voilà ramené aux États-Unis, d'où vous revenez. Sur les autoroutes américaines, la limitation de vitesse varie entre 80 et 90. Elle est unanimement respectée: par des gens, il est vrai, peu actifs, comme on sait, peu efficaces, peu productifs, peu organisés, flâneurs, rêveurs et rétrogrades. Pas étonnant qu'ils soient champions de la crise. En tout cas, cela donne une circulation régulière, continue, avec un espace raisonnable entre les voitures.

En ville, même modération régulière. Une large marge d'asphalte sépare les deux des passages pour piétons. Ceux-ci ne sentent jamais, sur le flanc, le mille manquant de la bête impatiente. Il est vrai que l'homme au volant semble ignorer le plaisir incompréhensible d'accélérer quand un feu vient de passer au rouge, pour rouler son train dix secondes de plus, après l'avoir égaré, à défaut du piéton traqué. Rêve, peut-être, de s'affaires urbaines.

Dans la rue américaine, si par hâte, retard ou distraction, le piéton s'engage à contretemps (preuve qu'il peut le faire sans risque), les voitures s'arrêtent doucement. La curiosité vous pousse-t-elle à vérifier l'expression de celui qui vous avez coupé dans ses maies élan: vous n'y trouvez qu'une indifférence tranquille, assez souvent colorée de patiente bienveillance. Oui, oui: l'agression est au bout de la rue. Du moins n'est-elle pas le fait — crime multiple et continu — de millions d'hommes citoyens armés de leur voiture. Le regard attentivement flottant sur le mar de votre café, au fond de la tasse, vous restez béant sur l'insoluble mystère imbedée de la furia francese automobile.

Pendant un an ou deux, la plupart des Français se sont mis à rouler raisonnablement: par un certain souci de l'énergie nationale, lequel s'accordait avec le souci plus personnel d'économie. Ce sentiment civique, chez eux, s'évapore, en même temps, peut-être qu'ils découvrent que peut importe que le prix du carburant augmente puisque, cette augmentation, on le leur paye.

N'est-il pas immoral d'inclure l'essence dans la liste des produits dont l'indice commande celui des salaires? Pendant qu'on y serait, pourquoi ne rajouterait-on pas aussi le tabac et l'alcool?

Qu'ils s'empoisonnent et empoisonnent, se tuent et tuent, mais que, du moins, ce soit à leurs frais.

YVES FLORENNE.

Expériences Propos d'après vacances

« A LORS, le Grèce? — Bo! Pas mal. La mer est bleue, le soleil halle. Mais rien d'extraordinaire. Un ancien contremaître de Cerouit, soixante-dix-neuf ans, n'est pas aussi laudatif que Mme Follet: « Depuis des années on attend le tout-à-l'égout. Ici, la moitié des familles n'ont pas de salle de bains. Si l'usine ferme, qu'allons-nous devenir? »

Tout à côté, c'est la maison des Cotard, à 100 mètres de la filature. Ils sont canuts depuis plusieurs générations. Mme Cotard, soixante-neuf ans, a travaillé quarante ans chez Desgenétais. Son fils, sa fille et son gendre « sont

de photos et d'émissions à la télé que l'on ne fait guère de découvertes. J'en avais assez sur le pays avant de partir que maintenant.

— Et toi, le Québec? — Épatante, mon vieux! Des paysages incels, d'une beauté qui vous prend à la gorge. Et puis surtout une bouffe démente. Ecoute un peu, là-bas, pour 12 francs, on se le choisit entre moi pâté en croûte comme hors-d'œuvre. En entrée, une petite truite au bleu. Et puis, quelques confis, un peu de volaille.

— Ab! le néo: s'écritent les trois autres d'un seul élan.

JACQUES MERLINO.

Au fil de la semaine

E CHOMAGE? Mais voyons, c'est pourtant bien simple! Pour le réduire, le supprimer même, il suffit d'abolir l'âge de la retraite. On retire un million de personnes âgées du travail, voilà un million de chômeurs en moins. D'un seul coup, on a dit deux heureux: le retraité qui aspire au repos, le sous-emploi qui se recasse. Si on songe qu'un Français sur cinq environ a plus de cinquante ans, une Française sur cinq plus de cinquante-cinq ans — ce sont là les âges de retraite en Union soviétique — on reste stupéfait de voir que nous en sommes toujours en France, sauf sur quelques cas ou catégories d'exception, à soixante-cinq ans.

Bien sûr, il faudrait en même temps organiser mieux la vie des retraités, relever sensiblement leurs pensions et qu'ils commencent que prendre sa retraite c'est apprendre à vivre. Mais le mède à la crise de l'emploi est là, à portée de la main, les revendications en faveur de l'abaissement de la limite d'âge sont insistantes et d'ailleurs fondées. Or, on ne fait rien, on tergiverse, on scote à perte de vue. Pourquoi?

Ce raisonnement, on l'entend, on le lit chaque jour depuis des années, et plus que jamais en cette période de rentrée difficile. Mais on entend, on lit aussi la démonstration inverse que voici:

La retraite? C'est tout simplement un meurtre social, dans l'upart des cas ou moins. Prendre sa retraite, c'est commencer à mourir. Dire du jour au lendemain à des hommes et à des femmes il est l'expérience de leur métier et de la vie et qui ne demandent qu'à continuer à travailler qu'ils ne sont plus bons à rien, j'its seront désormais à la charge de la société — et d'ailleurs, l'ampute de moitié leurs ressources au moment où ils auraient justement besoin d'une vie plus facile — c'est stupide et c'est juste. Il faut, au contraire, permettre à ceux qui le veulent de travailler tant qu'ils en ont la force. Regardez la Suède où on travaille jusqu'à soixante-sept ans, la Norvège où l'âge de la retraite est fixé à soixante-dix ans!

En outre, il n'est pas vrai qu'un retraité de plus, c'est un homme de moins. Il faut choisir: relever les retraites ou abaisser l'âge de la retraite. Impossible de faire les deux à la fois et peut-être être de faire l'un ou l'autre. C'est un choix de société et on lit de ne pas le voir, on hésite, on tarde. Pourquoi?

soixante-cinq ans, mais qui ont la possibilité d'accéder au professorat et espèrent bien y parvenir, alors la contradiction devient éclatante. Les professeurs de moins de quarante-cinq ans entendent bien, en majorité (56 %), demeurer en place jusqu'à soixante-dix ans, et rares (8 %) sont ceux qui acceptent l'idée de partir dès soixante ans. Au contraire, les autres enseignants de moins de quarante-cinq ans se prononcent de préférence (42 %) pour la retraite à soixante ans; cependant, des qu'ils ont dépassé quarante-cinq ans, aucun d'entre eux n'est plus favorable à la retraite à soixante ans.

La leçon est claire: vue de loin, la retraite apparaît comme un havre de grâce, et on se montre pressé de l'atteindre; au fur et à mesure qu'on s'en approche, on voudrait reculer le plus possible le moment de « décrocher ».

De telles réactions à la fois surprenantes et normales sont plus répandues qu'on ne le croit généralement. Elles disent bien la complexité du problème psychologique de l'âge de la retraite et expliquent la coexistence des deux raisonnements ébauchés plus haut. Et les données politiques du dossier ne sont pas moins complexes.

En 1974, selon l'INSEE, on comptait encore dans la population active 8,3 % de personnes de soixante ans ou plus dont un bon tiers de salariés et même 2,6 % de soixante-cinq ans ou plus. En même temps le revenu fiscal moyen des Français de soixante-cinq ans ou plus était inférieur de moitié à celui de la tranche d'âge de cinquante et un à soixante ans (2). Or ce sont, on le sait, les actifs qui paient pour les retraités. Ils paient cher déjà, et pourtant les retraités sont mal lotis, si mal que beaucoup, on le voit, s'efforcent de prolonger le plus tard possible leur propre activité. Qu'en sera-t-il lorsque le nombre des actifs ira en diminuant et qu'ils devront subir un prélèvement croissant sur leurs revenus en faveur de retraités de plus en plus nombreux, même si les progrès de la productivité et l'augmentation du produit national paient une part de charges supplémentaires?

On compte déjà dans la population française 13,5 % de personnes de soixante-cinq ans ou plus contre 8 % au début du siècle; elles seront 14 % en 1980. Aujourd'hui un Français ou une Française sur vingt a plus de soixante-quinze ans; ils seront un sur dix-sept en l'an 2000. Et la courbe de la natalité, on le sait, plonge au point que le moment où les naissances ne combleront plus les vides laissés par les décès, ce cap du déclin déjà franchi par des pays comme l'Allemagne de l'Ouest et l'Allemagne de l'Est, risque fort d'être bientôt atteint. Plus de certitudes que de bécasses! Notre pays va-t-il devenir un asile de vieillards? Et les systèmes de retraite actuellement en vigueur, déjà lourdement obérés, les caisses déjà lourdement déficitaires, ne sauteront-ils pas un jour dans une débâcle brutale, qui rendrait vains les sacrifices consentis pendant toute une vie de travail?

Ainsi la question qui se pose n'est déjà plus de savoir s'il vaut mieux maintenir les âges limites actuels en augmentant le montant des retraites ou abaisser les âges et maintenir les retraites. Très vite, si la courbe des naissances ne se redresse pas, si la productivité et le produit individuel ne connaissent pas un essor spectaculaire, le vrai choix risque d'être entre des retraites à la fois plus maigres ou plus tardives encore ou le maintien difficile, aux dépens des actifs, des conditions d'âge et de taux présentement en vigueur.

Les données psychologiques du problème ne doivent pas être obscurcies par l'avalanche de chiffres et d'évolutions qui va déferler sur nos têtes. Car c'est en définitive de la détermination de chacun, actifs et non-actifs, que dépendra l'issue d'un débat qui engage l'avenir de tous et constitue un test de civilisation.

(1) On en trouve les résultats dans le bulletin du syndicat, n° 18, avril-juin 1975, (11, rue du Pré-aux-Clercs, 75007 PARIS).

(2) Ces chiffres et ceux qui suivent sont extraits de Population et sociétés, n° 50, février 1975. Bulletin mensuel d'information démographique, économique, sociale, édité par l'Institut national d'études démographiques (INED), 27, rue du Commandeur, 75675 Paris Cedex 14. Abonnements: 10 F, Le numéro: 1 F.

A QUEL AGE LA RETRAITE?

par PIERRE VIANSSON-PONTE

Le plus étrange est que nombreux, très nombreux, sont ceux qui viennent successivement, et parfois même simultanément, ces deux raisonnements parfaitement contradictoires. Chacun pense à soi, et puis aux autres. Pour les autres, tous les autres, il faut bien une règle, n'est-ce pas, comme en toute chose: le couperet mène, et pas d'exception. Pour soi, c'est une autre affaire, et selon l'on en a, on trouve toujours des raisons qui justifient une dérogation dans un sens ou dans l'autre.

Ce n'est pas vrai, c'est exagéré? Le Syndicat national autonome des lettres et sciences humaines de l'enseignement supérieur procéda au début de l'année à un sondage parmi ses adhérents. (1). Les professeurs peuvent prendre leur retraite à soixante-cinq ans (et même, sous certaines conditions de famille, à soixante-trois ans); les autres catégories d'enseignants du supérieur doivent partir à soixante-cinq ans, à l'exception des fonctionnaires de catégorie A, deuxième échelon, autorisés à prendre leur retraite à soixante-sept ans. A tous, on demandait d'abord s'ils préféraient la retraite à âge fixe et imposé comme c'est actuellement le cas ou la retraite « à la carte », sans mention d'âge. Réponse une écrasante majorité (71 %) : à la carte.

Bien. Seconde question : âge choisi pour la retraite? Réponse la majorité (52 %) : à soixante-dix ans. Les autres se répartissent en parts égales entre soixante ans, soixante-cinq ans et la retraite « à la carte », qui ne comptait plus ainsi que 16 % de partisans au lieu de 71 %.

Ce n'est pas tout. Si on décompose séparément les réponses concernant des moins de quarante-cinq ans, en distinguant d'un côté les professeurs (qui ont la possibilité de rester en fonctions jusqu'à soixante-dix ans) et les autres enseignants (qui doivent partir à

Le MAROC
par la mer avec votre voiture et le car ferry

AGADIR

Au départ de Sète

Régularité: 4 jours
Rapidité: 33 h

Jusqu'au 21 octobre et à partir du 18 novembre

Service régulier tous les 4 jours au départ de Sète

Vacances d'arrière saison au Maroc

Voyage Séjours
Voyage circuits de 9 à 13 jours avec votre voiture ou en autocar

Demandez horaires et programmes à votre agence de voyages ou

COMANAV-FERRY
43, avenue des F.A.I.R.
CASABLANCA

AGENTS GÉNÉRALIS POUR LA FRANCE
TRANSAT
BOULEVARD DES F.A.I.R. - 11000 - LYON
BOULEVARD DES F.A.I.R. - 11000 - LYON

BOULEVARD DES F.A.I.R. - 11000 - LYON
5 bis rue de Sète PARIS
tél: (1) 742.30.10

RADIO-TELEVISION
QUESTIONS SUR LE RÉALISME

Le mystère Vérité

Antenne 2 renoue avec la tradition des grandes adaptations dramatiques en diffusant, le jeudi 11 septembre, le Mystère Frontenac, d'après François Mauriac.

la scierie. Les dîners sont tristes, on ne boit pas du vin dans son potage, on n'interrompt pas les grandes personnes.

peut détacher les fils de leur mère et les nouveau de leur oncle.

REFONDRE à cinq questions sur le réalisme... est-ce possible ? Les contradictions où nous nous trouvons en tant que réalisateurs peuvent-elles permettre une réponse ?

Une fiction, un reportage, représentent des mots et des sens de la maturation. L'incubation d'un film, c'est comme une maladie, et après que se passe-t-il au moment du tournage ?

grandes séquences. A aucun moment, je ne peux dire : cela, je vais le garder, cela, je le rejette. Je ne sais absolument pas comment cela va s'insérer dans le montage final.

Fin de vacances sur France-Inter

LES OBSERVATIONS DES PETITS SUISSES

« L'É Suisse de France-Inter » : c'est ainsi que se présente Bernard Pichon, journaliste néerlandais qui, dans le cadre des échanges radiophoniques de la Communauté économique européenne, anime jusqu'au 12 septembre sur l'antenne de France-Inter une émission imprégnée de l'air pur des sommets.

sur l'antenne de la Radio suisse romande, sans le savoir, car les émissions avaient lieu à l'heure où il était en classe.

Durant la première demi-heure, « Petit Frère », un gamin de sept ans, au savoureux accent vaudois, énonce des opinions péremptives sur les sujets les plus variés, parfois farfelus : les maladies infantiles, l'école, les anges et les rois, les grattes-ciels, les Chinois, l'importance de la toilette matinale.

Depuis, Bernard Pichon a effectué un périple dans les écoles suisses et recueilli les propos de trois cent cinquante écoliers de moins de dix ans — soit plus de 140 kilomètres de bande magnétique, représentant près de 200 heures d'enregistrement — sur les thèmes les plus divers : la télévision, mais aussi Dieu, la mort, le service militaire, le divorce, l'éducation sexuelle.

« La voisine est morte : on a fêté ça »

Les enfants abordent les grands problèmes à travers leur propre expérience : ils découvrent la mort à l'occasion de celle d'un proche ou d'un animal familier. « Je voulais un lapin. Un matin, je l'ai trouvé couché. Je l'ai pris par une patte de derrière ; il était froid et droit comme un plumeau. »

Dans une classe, le problème de la foi a soulevé une véritable « discussion théologique » entre croyants — nombreux dans ce pays conservateur, où le plupart des enfants fréquentent l'école du dimanche — et incroyants. « A qui servent les églises si l'on ne croit pas en Dieu ? », demande un petit garçon.

RENTRÉE SUR EUROPE N° 1

Les porte-parole de l'image télévisée

DEPUIS que nous vivons sous le régime des nouvelles « sociétés » de télévision, une stratégie commerciale a pu s'organiser ; elle débouche sur le champ réservé à la radio. Aujourd'hui, les voix s'échangent et se partagent contre des visages connus, entrés dans l'imagination du public, déjà parés du prestige de l'écran.

fait appel à quelques individualités qui passent avec bonheur sur la scène cathodique. Denise Fabre, Danièle Gilbert, Jean-Michel Desjeunes et Pierre Lescure forment ce nouveau contingent. A travers eux, — ce n'est pas trop dire, — le « produit » télévisuel est venu à la radio, qui profite directement du support promotionnel qu'offre le petit écran.

L'écoute spéculative

Une telle complexité a mis en évidence le contrat qui lie les voix périphériques au foyer télévisuel. Denise Fabre exploite le côté pimpant, décapé, travaillé de la sienne. Elle anime « Pâtes ou Fèves ? », de 11 heures à midi, un jeu qui repose justement sur l'identification des voix (très à la mode sur la station).

Le succès allant, le retour d'Henri de Montreuil (incarné par Pierre Massini) se fait avec des moyens importants : coproduction franco-allemande, avec deux réalisateurs, Claude Guillemin, un des joyeux auteurs de la Brigade des Maléfices (à rediffuser d'urgence), ayant partagé les treize nouveaux épisodes avec Pierre Lary.

LES SECRETS DE LA MER ROUGE (su)

Partie de golfe Persique pour un aventurier

UN aventurier aux yeux bleus, à la barre d'un bateau, embarquant à Djibouti (FRS, chaîne du cinéma, se met — par dévotion ou par hasard — à l'union des salles d'exclusivité. A l'heure des numéros deux (le Parrain, French Connection, et bientôt l'Exorciste), elle présente les Secrets de la mer Rouge, deuxième partie.

Antani la première série, l'espace, était une aventure réelle, autant que « double de » sacrille au spectacle, à complot, à décode (nature - Milite et Une Nuit), et à ture à rebondissement.

La première série des Secrets de la mer Rouge, inspirée de l'autobiographie romanesque d'Henri de Montreuil, est passée en 1969, dans une télévision encore mal remise de ses convulsions, en pleine période d'auto-censure des voix et des regards, et c'était la seule pièce d'intérêt hebdomadaire qu'elle nous offrait alors : un bouillonnement, vraiment pas comme les autres, où l'aventure se nouait au rythme du « vécu » avec des temps morts et des bruits de cordages, et des craquements de bois, et des cliquetis de voiles, et le ris sur la mer, et le vent dans le sable ; l'homme, à sa place dans la nature, avançant lentement, cabotant au long de la côte française des Somalis, devenu des Aïers et des Issas, à l'aventure individuelle, coups de main ; suspense redoublé par l'illusion de réalité que produisaient les images de Pierre Lary.

Comme un piège

Les épisodes réalisés par Guillemin et Montreuil, n'ont rien de la Grande Guerre d'occuper une place près de et repart, pour l'aventure, le établissement de culture paritaires, planter le drapeau sur un archipel arctique ; sodas sont marqués par le ; pour l'insolite, le réel est : de leur matière en scène, situation apparaît comme un même si elle est, en d banale. Ce n'est pas la D Shanghai, mais quand même.

Victimes du safari-poisson

Ceci provoque pas mal de changements. Les premiers « Secrets » formaient un tout ; les adaptateurs ont réuni, un peu artificiellement, quelques histoires à l'origine suffisamment originales, pour ne pas donner le sentiment de redites. Ils ont quitté la côte somalienne, où les brousses se font rares — victimes du

Piscé, au contraire, de nécessité de se renouveler, Lary a dû dissocier des 4 qui étaient homogènes dans matière série : il y a, success, un épisode franchement et piqué, un conte oriental, sorte de « thriller rétro » où Montreuil sauve sa blonde allemande (à coproduction griffes d'un « parrain » grecque. Les séductions sont rantes. La « couleur locale » C'est de la vraie « fiction » pénètre l'histoire, car l'été impérialiste de Montreuil d'ont. Seules les eaux transparentes de la mer Rouge sont « que » : quique perles, à golfe ne sont pas assez limpides prises de vue sous-mer. * Tous les dimanches, 20 heures.

l'affaire de la semaine chez PHILDA
2 PAIRES DE CHAUSSETTES ANTIPIÈDE TIF
CADEAU 3 ADHESIFS DE COLLECTION PHILDA un magasin au féminin

سكينة بنت الامام

ETRANGER

Lisbonne
Lettre de la voyageuse portugaise

Reflets du monde entier

Turban contre casque

Le port d'un casque protecteur est obligatoire en Grande-Bretagne pour ceux qui se déplacent sur deux roues. La justice britannique ne badine pas avec cette règle, constate le DAILY TELEGRAPH. Le quotidien londonien rapporte que « deux généraux en retraite ont témoigné devant un tribunal que le turban sikh, long de 5,5 mètres, lorsqu'il est proprement enroulé, peut même stopper des balles et donc être aussi utile que le casque imposé aux cyclomotoristes. Ces témoignages ont été faits pour appuyer la campagne lancée par les Sikhs, qui souhaitent être autorisés à porter leur turban traditionnel au lieu du casque obligatoire. (...) En outre, (...) le magistrat, très sympathique avec les motifs des Sikhs qui, pour des raisons religieuses, répugnent à abandonner leur turban, maintient que jusqu'à présent le turban n'est pas mentionné dans la réglementation concernant le port d'un couvre-chef protecteur. »



Recycler les chauffeurs de taxi

Le quotidien du soir lisboisien ELIMA s'indigne du comportement de certains chauffeurs de taxi à Lisbonne : « Ces chauffeurs se caractérisent par un comportement qui sort de l'ordinaire. Malhonnêtes et insoucieux, ils refusent les grandes distances dans le seul but de tourner dans un circuit donné, surtout avec des étrangers, qui, évidemment, ignorent tout du tarif réglementaire à Lisbonne. (...) Tout le monde sait que les courses interzones reviennent à 50 makuta (soit un demi-euro, c'est-à-dire 5,50 francs). Pour eux, cela varie entre 70 ou 80 makuta, pour les nationaux bien sûr. Mais pour les autres clients, le chiffre qu'ils voient fait perdre la tête. (...) »

« La révolution espère de tout Zaire la dignité en utilisant le mot d'ordre que nous enseigna le Parti chaque jour : « Servir et non se servir ». Il serait souhaitable que la Fédération des chauffeurs, l'UNZEA, puisse étudier les votes et les moyens pouvant aboutir à un recyclage complet des chauffeurs de taxi et, pourquoi pas, à des causeries morales permanentes qui leur permettraient de revoir leur comportement et de faire aussi honneur à leur métier. »

Sunday Times

Vingt-cinq ans de bonheur

Le troisième congrès annuel de la Campagne pour l'égalité sexuelle vient de rassembler mille participants à Sheffield, rapporte l'hebdomadaire britannique SUNDAY TIMES. Parmi les questions à l'ordre du jour figurait un amendement à la loi de 1967 sur l'homosexualité, qui n'est plus condamnable entre adultes consentants de vingt et un ans. « Mais le congrès souhaite voir cet âge abaissé à seize ans et la loi s'appliquer aussi aux militaires, ainsi qu'à l'Ecosse et à l'Irlande du Nord (...). » écrit le périodique. Le premier orateur sur ce sujet a été le romancier Angus Wilson, qui a annoncé qu'il était fidèlement cette année ses noces d'argent — vingt-cinq ans de fidélité à un homme. Il a ensuite longuement commenté devant les délégués, dont la plupart avaient à peine plus de vingt ans, combien il était difficile d'être homosexuel avant le vote de la loi de 1967. »

Un excès de zèle dangereux

Le journal soviétique les IZVESTIA rapporté qu'une promotion entière de l'Institut soviétique d'histoire et d'archives de Moscou a refusé collectivement de recevoir le diplôme de fin d'études « parce que les étudiants n'ont pas pu trouver d'emploi correspondant à leur formation ». L'Institut d'histoire et d'archives avait comme but la préparation des archivistes historiques, et un décret gouvernemental de 1966 l'avait chargé de former également des archivistes scientifiques. A partir de 1969, le décret a été appliqué, mais l'Institut a été largement au-delà de ce qu'on lui demandait en créant une nouvelle spécialité comprenant des mathématiques modernes, de la physique et de l'informatique. « Par la suite des prétentions de la direction de l'Institut, qui a créé la nouvelle section par souci de prestige, les étudiants qui auraient pu trouver, grâce à leurs connaissances, un emploi en ont été empêchés par leur spécialisation trop étroite. »

CONTROL DATA
premier constructeur mondial de super-ordinateurs forme, dans son Institut parisien,
PROGRAMMEURS
en 4 mois 1/2
ANALYSTES FONCTIONNELS
en 2 mois
TECHNICIENS DE MAINTENANCE
en 6 mois 1/2
Pour conditions et dates d'interviews Appelez dès maintenant M. MORGAN au 583.46.72 (en P.C.V. de province) Vous pouvez aussi lui écrire ou venir nous voir
CONTROL DATA INSTITUT PRIVÉ CONTROL DATA
46, rue Albert 75013 PARIS
Stages agréés par l'Etat. Loi n° 71575 du 16 juillet 1971

« Ça ne va pas, dit le touriste Non, la triture n'y est pour rien. C'est plutôt que la demande bien ce que le suis venu faire ici. Somme toute, le consommateur de la révolution, en voyage. »

« Bien sûr, j'ai un sillon tout trouvé : mon soutien actif à la cause portugaise. Mais quel besoin pour cela de faire le voyage ? Si place, ce que je peux faire encore de plus efficace consiste à noter mes mauvaises consciences dans le port. »

« Qu'attendre d'autre, en effet, du tourisme politique, sinon sentir simplement le climat d'inquiétude et de confiance mélangés, le souffle de la violence montante, le vent qui tourne — tout ce qui fait qu'on s'en retourne un peu plus sensibilisé, simplement ? »

« Tous de même, c'est un peu fort ! Bien la peine d'avoir fait le trajet en car, Paris-Lisbonne sans scolar, les trente-trois heures de l'émigré... pour se retrouver dans un quatre étoiles désert ! Et pas question de porter son sac à dos : trois chauffeurs s'en chargent ; ni de prendre faire son lit : le lit de chambre, systématiquement, s'élève pour le retour au carré. »

« C'est que la clientèle des palaces portugais a prêté, cette année, des ciels plus dégagés, cependant que déferlaient sur Lisbonne des colonnes de « routards », leur maison sur les toits. L'équipement touristique du pays tourne à peine à la moitié de sa puissance. Les seuls hôtels pris d'assaut sont les « pensions » à 100 escudos. Aussi l'organisme de tourisme public loge-t-il les groupes d'étrangers aux meilleures enseignes, sans considération de leur couleur politique et voilà comment une troupe de gauchistes peut se retrouver à l'avenida Palace au comble de l'inconfort — tout cela. »

« Spectacle qui ne manque pas de piquant : les A.G. (assemblées générales) se tiennent dans des salons lambrissés, les glaces reviennent l'image de bretelles en tailleur sur les tapis et le pianiste, derrière son instrument, attend pour y aller de son petit couplet que les éclats de voix soient un peu retombés. On rêve du crayon d'une Claire Béchacier sans plaie, pour... les frustrés. »

« Et vraiment chaud », dit le télégramme de la voyageuse portugaise. « Portugaise au frais STOP en vacances STOP P.S.U. par contre au grand complet STOP Contacts facilités d'autant STOP Débat nourri sur ce qui sépare encore le CERES du P.S.U. STOP S.V.P. gardez collection articles du Monde sur le Portugal STOP. »

« Enfin, de quel vous plaignez vous ? dit le « gentil organisateur », vous avez deux manifestations rien que ce soir. »

« Mais qu'est-ce que vous venez donc faire ici ? dit la vieille dame indignée au bar de l'avenida Palace. Vous cherchez donc à vous faire mettre à mal ? Quand je pense ! Lisbonne n'est si agréable à vivre, avant ! Et ce qu'elle est devenue ! Ces manifestations, chaque jour ! Tous les gens bien sont partis au Brésil... Et les militaires sont des incapables ! Ces gens-là n'entendent rien à la politique, il faudrait les en tenir éloignés, c'est ce que disait toujours mon mari : voyez, partout où ils ont le pouvoir, cela tourne à la catastrophe ! Et ces communistes ! Je n'ai rien contre eux, remarquez. Mais la Russie est tellement grande, et si peu occupée encore : qu'ils y restent donc ! »

« Et si c'était pour m'informer, dit le voyageur malheureux, j'aurais mieux fait de rester devant ma télévision. Ici, je suis fabrica del Dongo à Waterloo... »

SUR MESURE OU DEMI-MESURE
LES MOINS CHERES DES BELLES CHEMISES
DURFOR
ALBUM GRATUIT SUR DEMANDE
ADRESSE UTILE A CONSERVER

leur ouvre ses portes deux après-midi par semaine. Les diétions sont loin, le moment est venu d'élargir la dynamisation à une réalité qui ne soit pas seulement « partielle ». Le M.F.A. est avec le peuple il faut à prendre en charge son avenir. Et le peuple est très politisé, dans la mesure où cela signifie très conscients de l'exploitation où il a été tenu, et très vindicatif. »

« En ce sens, effectivement, elle doit être bien politisée, la vieille paysanne, mauvaise, et qui bougonne, dans serrées. Elle veut bien être socialiste, passe ! à condition qu'on ne lui prenne pas tout. Mais communiste, ça, jamais ! »

« Dans le Nord, en particulier, dit encore l'officier, les gens connaissent un véritable communisme par la pratique. Certains vivent totalement en dehors de l'économie marchande, parfois dans un système de troc. Mais le seul mot de communisme les fait se hérisser. Car le peuple est aussi très peu politisé, dans la mesure où il ne sait pas traduire son désir de changement en termes politiques. D'où ce matérialisme national qu'on dit les diétions : depuis quarante ans que les gens ont pris le pli d'obéir, et comme on les invitait de tous les bords au « combat pour le socialisme », une fois encore ils ont obtempéré. Ils ont voté P.S. Ce n'est rien qu'un vote phonétique. »

« Montez, dit le chauffeur de taxi il fronce le sourcil à la vue du papier sur lequel est écrite l'adresse du P.C. Visiblement, il ne sait pas lire. La parole supplée : « 33, rue Alcantara, le siège du P.C. » Compris ! La guimbarde démarre, tournée dans Lisbonne par monts et par vaux, et dépose ses passagers... au siège du P.S. Embarras. Explications embrouillées. L'agent de police de service prend l'affaire en main. Le taxi repart vers la périphérie de la ville. Au bas de la rue Alcantara le chauffeur pleure devant l'immeuble du M.R.P.P. ! Ça n'est pas cela encore ? Qu'imprudence ! Il pousse la porte et va demander chez les « mao » le chemin du P.C. Il revient sûr de son fait : « J'y étais presque ! Effectivement, l'expédition touche à son terme à 100 mètres de là. Qu'a-t-il bien pu voter ?... »

« ELA ne fait pas de doute, dit la voyageuse portugaise, ponctuelle comme personne au Portugal, le P.S. n'a pas le soutien ni la capacité de

mobilisation correspondant à son score de 38 % — sinon en termes d'audience internationale. »

« Nous représentons la première force organisée au Portugal, dit le dirigeant des Jeunesses socialistes, ce qui n'empêche pas que nous soutenons les commissions ouvrières et les assemblées populaires ; mais nous ne pensons pas pour autant qu'elles doivent éliminer le suffrage universel ! La démocratie réelle et la démocratie formelle ne vont pas l'une sans l'autre. Abandonner l'une, c'est abandonner l'autre. »

« Il n'y a pas actuellement d'expérience autogestionnaire au Portugal, dit la camarade communiste en Algarve, que des paysans sans terre ont ainsi occupés, ils ont liquidé tout ce qu'ils pouvaient en vendre, jusqu'au matériel agricole. Et l'autogestion s'est bornée à cela. »

« C'est là le drame portugais : ce peuple n'est pas mûr pour la chance qui lui est donnée. Les plus démunis ont les montées les plus douloureuses, ils reproduisent les comportements individualistes et conservateurs de ceux qu'ils combattent. »

« La maison était inoccupée depuis quatorze ans, dit le militant de la LUAR, nous en avons pris possession, et tout le quartier avec nous. Quelle fête, ce soir-là ! Même la municipalité communiste de Cova da Piedade nous a apporté une aide en nature — c'est qu'il y a souvent loin de la direction du P.C. à sa base. Un véritable palais, cette maison : c'est maintenant une clinique populaire. Les consultations sont gratuites. Les peintures ont été repeintes par des camarades chiliens réfugiés. Les médicaments nous parviennent gratuitement de l'étranger. Tout le matériel a été donné, bien souvent, par des entreprises sur la pression des commissions de travailleurs. Les médecins sont encore tous bénévoles, mais la commission de travailleurs des chantiers de la Lisnave a obtenu de la direction que quatre médecins du travail nous soient affectés, payés par l'entreprise. »

« L'ancien propriétaire n'a pas bronché. Dans d'autres cas d'occupation, les occupants ont fait entendre le fait par un acte signé du propriétaire. Nous sommes si habitués à la violence, que nous ne reconnaissons, c'est l'expression de la volonté populaire. En l'occurrence, le peuple a manifesté son désir de changement, et surtout son désir de conduire lui-même le changement, et prouvé sa capacité de le faire. »

RÉFUGIÉS

DE SAIGON A DOURDAN

Près de trois mille cinq cents ressortissants sud-vietnamiens laotiens et cambodgiens ont, depuis les chutes de Phnom-Penh et de Saïgon, été acheminés en France sous le contrôle du haut-commissariat aux réfugiés. On en attend beaucoup plus. La Croix-Rouge française, qui a mis en place, à l'aéroport Charles-de-Gaulle, un dispositif d'accueil, assure le transfert de ces ressortissants vers les centres de transit de la région parisienne, ou aux domiciles des parents ou amis déclarés. Le passage dans les centres de transit n'ex-

cède pas quinze jours. Les réfugiés, dont la majorité sont sans ressources, sont ensuite dirigés, en province, vers les quelque quarante-cinq centres d'hébergement actuellement opérationnels. Plusieurs associations assurent directement la prise en charge des réfugiés, parmi lesquelles on note France terre d'asile, le Service d'aide sociale aux émigrants, le Secours catholique, les Compagnons d'Emmaüs, etc. L'action de ces dernières est placée sous le haut patronage du ministère de la santé.

« ANH raconte : dans la nuit du 4 au 5 mai, il parvient à quitter l'île de Phu-Quoc (Vietnam du Sud) sur un bateau de pêche. A bord, une quarantaine de réfugiés, dont l'équipage. L'objectif : atteindre au plus vite les eaux internationales où des cargos singent vers la Thaïlande. Quatre jours plus tard, Anh prend son premier repas d'homme libre au camp de Sattahip, non loin de Bangkok. »

« Les projets se bousculent. A Saïgon, il composait des chansons qu'il colportait le soir dans des cabarets fréquentés, surtout, par des officiers de l'armée armée. Un disque avait même couronné son talent et ses rengaines alimentaient les ondes des radios, les soirs des discothèques. Bon guitariste, pourquoi ne s'imposait-il pas aussi en Europe ? Anh souhaite s'installer en Suisse, ou résider sa sœur, Huong, depuis huit ans, mariée à un Genevois. Mais les autorités belges lui refusent le visa d'établissement. Il se tourne vers la France. Un atout : son père, jadis, a servi dans l'administration coloniale. Un visa de six mois lui est accordé. Désarmé, sans bagage, Anh reçoit la consigne de contacter, dès son arrivée, les associations chargées de l'aide aux réfugiés. Sa sœur l'attend à Roissy. Retrouvailles glaciales : leurs parents sont restés à Saïgon. Ils n'ont aucune nouvelle. Huong doit regagner Genève le lendemain. Anh ne parle pas français. Il ne connaît personne. L'avenir ? Pas désespéré pour autant. A Dourdan, une cinquantaine de ses compatriotes occupent depuis le 2 juin dernier une partie des bâtiments du « Village Vacances-Familles » que le département de l'Essonne vient de leur louer, favorisant ainsi l'ouverture d'un centre d'hébergement. »

« Comme Anh, ils ont fui ce qu'ils tiennent pour l'invivable. Huit d'entre eux ont trouvé un emploi. Les autres prospectent. En été, l'agitation est permanente au village, qui accueille près de cinq cents vacanciers. Dès 16 heures, ils s'agglutinent pour boire, discuter, autour des tables basses de la salle qui jointe le vaste hall d'entrée. Derrière les vitres panoramiques, sur l'aire de jeu, des enfants tournent en grappes joyeuses. Sur une bande-roule, accroché au mur, on lit : « Ici, il suffit d'être heureux ». Les pavillons blancs, de construction récente, se perdent entre des rubans sinués d'arbres, surplombent la ville. Les allées bitumées traversent des pelouses jonchées de pétunias, d'œillets d'Inde, de sauges. Nourris, logés, les réfugiés de Dourdan touchent 10 F par jour, de quoi payer le transport jusqu'à Paris, quelque menu plaisir. Une jeune femme de l'association France terre d'asile les assiste. Minh est entré chez Simca, à la chaîne. Dans une semaine il aura terminé son stage. Célibataire, âgé de vingt-six ans, il doit prochainement quitter le centre. Il cherche un studio, pas trop cher. A Saïgon, Minh travaillait pour une société d'assurance. « Il est fier », dit son entourage, « il est ambitieux, il s'en sortira. » Mais Binh, âgé de cinquante-sept ans ? La lassitude paraît rembrunir son visage toujours chiffonné. Il est seul. Il arrive de Singapour. Pourquoi est-il parti ? Il se tait. Son voisin intervient : « On ne se sent plus en sécurité dans cette région du monde. »

« Trois mois Sécurité morale, surtout. Un ancien diplomate, en poste dans la même capitale, confie simplement : « J'ai servi des années mon pays ancien. Je ne suis plus qu'un battu. La fuite, c'est ma façon de tourner la page. » Et après ? Pour le moment, on se pelotonne volontiers dans le présent. L'avenir inquiète. Le passé oppresse encore. En principe, le réfugié ne peut séjourner plus de trois mois dans un centre d'hébergement qu'il est censé quitter dès la première paye. Mais les Vietnamiens de Dourdan craignent de cheminer seuls. Pourtant l'échéance est proche. On peut toutefois penser que la règle ne sera pas appliquée à la lettre. L'époque est particulièrement difficile. Aodé déourage l'embarque. Les chômeurs surabondent. Les confidences ? L'exception. Parfois une larme, vite essuyée. Le plus dur, les l'avaient sans détour, c'est le rythme, qu'ils s'efforcent de suivre mais qui arrive bien des frustrations, bien des nostalgies. Les habitudes changent. Des détails troublent. « Le riz nous manque, ce nous remplissent bien l'estomac », lâche l'un d'eux sous des regards approbateurs. Autre référence au passé : la phobie du « communiste », tenace. Le professeur de français est vietnamien. Au début, personne ne voulait se rendre aux deux heures de cours quotidiens. Un vent froid avait répandu qu'il était un farouche partisan du G.R.P. Il a fallu beaucoup d'insultations pour dissiper les préjugés. Hong en rit encore. Mais elle a eu la frousse, elle ne le nie pas. Maintenant, elle se demande pourquoi. L'évidence fait mal. Elle possédait une maison, une voiture, des livres, des amis. Un matin, tout s'efface. Un pilote lui propose de rallier sur-le-champ Bangkok, via l'île de Com-Son. « Vous savez, dit-elle, l'entrée, Saïgon, c'était bien ! »

« Pour la route, le nouveau type de système de santé à mettre en place, on verra plus tard. »

« Appelez ça autogestion si vous voulez, dit le sceptique. Mais ce n'est pas toujours délégué. Dans le plupart des cas, la propriété est mal mise en valeur, le propriétaire invisible — quand il n'a pas abandonné de lui-même ses droits et n'a le large avant que le vent ne tourne. Qu'il s'agisse d'une institution ou d'une entreprise industrielle, les travailleurs se trouvent devant le même impératif : faire tourner la boutique, ils prennent les choses en main. »

« Cela ne va pas sans bavures. Je connais une exploitation agricole, en Algarve, que des paysans sans terre ont ainsi occupés, ils ont liquidé tout ce qu'ils pouvaient en vendre, jusqu'au matériel agricole. Et l'autogestion s'est bornée à cela. »

« C'est là le drame portugais : ce peuple n'est pas mûr pour la chance qui lui est donnée. Les plus démunis ont les montées les plus douloureuses, ils reproduisent les comportements individualistes et conservateurs de ceux qu'ils combattent. »

« L'ancien propriétaire n'a pas bronché. Dans d'autres cas d'occupation, les occupants ont fait entendre le fait par un acte signé du propriétaire. Nous sommes si habitués à la violence, que nous ne reconnaissons, c'est l'expression de la volonté populaire. En l'occurrence, le peuple a manifesté son désir de changement, et surtout son désir de conduire lui-même le changement, et prouvé sa capacité de le faire. »

LAURENCE COSSÉ.

J.-E. E.

IDEES

LA PHILOSOPHIE par Jean Lacroix

FICHTE ET LA LIBERTÉ

LES Etudes que Guéroult consacre à Fichte établissent, à travers des modifications doctrinales parfois importantes, sa constante fidélité à la liberté. Né en 1774, Fichte est encore un philosophe des Lumières : il proclame que c'est la force des peuples et non celle des rois qui est le garant de la liberté. Mais, après autant que philosophe, il ne lui suffit pas de l'affirmer. Je ne veux pas seulement penser, disait-il, je veux agir. Ou, à rarement un aussi intimement la réflexion et le sentiment, la raison et le cœur. Révolution et Doctrine de la science ont constitué toute sa vie les deux aspects, externe et interne, de la même liberté. Ses conceptions religieuses s'accompagnaient d'une volonté de progrès ici-bas, ou plutôt l'inspiraient. Aussi ses idées politiques, directement liées à la Révolution française, conservent-elles une étonnante actualité.

Cette union de la pensée et de l'action n'a pas été toute donnée à Fichte, mais difficilement acquise. Le divorce de la raison et du cœur a même été son drame initial. Spinoza lui a appris que le domaine de la connaissance est celui de la nécessité; le sentiment moral et religieux lui révèle la liberté. Kant lui a permis de les concilier. « Je vis dans un autre monde depuis que j'ai lu la Critique de la raison pratique, et je m'y jette à corps perdu pour le plus grand bien de ma tête et de mon cœur. » En révélant à l'homme son essence pratique, Kant a élevé son Moi au-dessus de la nature et a fait de la liberté le fondement de toutes choses. Mais Fichte veut systématiser le kantisme, et, dans une sorte de spinozisme retourné, établir la liberté elle-même par la méthode spinoziste. Il existe deux types de causalité : celle de l'objet sur le sujet dans l'ordre de la connaissance, celle du sujet sur l'objet dans l'ordre pratique. La première exprime la nécessité et la seconde la liberté. Mais c'est, en définitive, la liberté qui assure la prépondérance de ces deux domaines, puisque l'acte du sujet est constitutif de l'objet lui-même. Sans être empirique la liberté est un acte, un fait, mais

un fait de la raison, « fait immédiat de la conscience qu'on ne doit pas désirer d'ailleurs ». De quelque façon qu'on le nomme, l'Être dépend de la liberté. Pour Kant, déjà, la liberté plus que Dieu est le principe ultime des choses. En parlant de la liberté pour s'élever jusqu'à Dieu, Fichte en fait l'acte par lequel Dieu se révèle et se pénètre. Comme le disait Bernard Bourgeois, la dernière philosophie de Fichte réconcilie morale, religion et philosophie, et cette réconciliation veut être philosophique, au moment même où le philosophe reconnaît sa propre limite : c'est la spéculation sur la spéculation qui assure le primat de l'amour.

Cette liberté est constitutive du droit naturel. Ce droit est d'abord inhérent à l'essence même de l'individu; plus tard, il dérivera davantage de la communauté, mais, déjà dans sa période individualiste, Fichte fonde le droit sur le rapport à l'autre. C'est en posant un objet en face de lui que le Moi prend conscience de son essence, c'est-à-dire de sa liberté. Cet objet, en effet, ne peut être qu'un objet libre, seul capable d'éveiller la conscience de ma liberté par l'influence qu'il exerce sur moi comme un être libre. Pour que les hommes subsistent librement ensemble, il faut bien instituer entre eux certaines relations qui permettent leur coexistence dans une liberté réciproque. Chacun doit reconnaître la liberté d'autrui et la respecter. En traitant les autres comme des personnes libres, j'ai le droit d'être traité de même. Celui qui s'y refuse doit être contraint. Ce droit de contraindre implique celui de juger. D'où le droit positif, l'être collectif par qui la loi est force et souveraineté est l'Etat. Toute propriété qui lèse le droit de chacun à la liberté est nulle de plein droit. Ce qui entraîne des conséquences révolutionnaires, issues directement du droit naturel propre à chaque individu.

L'inspiration fichtéenne est celle même de la Déclaration des droits de l'homme. D'une façon aussi maladroite que passionnée, Guéroult analyse le parallélisme rigoureux que Fichte éta-

blit entre l'effort de libération intérieure, par lequel il se constitue lui-même comme être autonome, et l'effort d'affranchissement politique qui est en train de faire du Français un citoyen indépendant et libre. Fichte va même plus loin et, dans les années 90, présente la Révolution française comme le germe d'un sort son propre système. Cette révolution apparaît ainsi à la fois comme l'auxiliaire d'une libération interne pratique et l'impulsion qui permet au philosophe de s'élever à la science de cette libération. Dans une lettre à Hegessen d'avril 1795, Fichte écrit que son système est « le premier système de la liberté », qu'il délivrera l'humanité des influences extérieures comme la France l'a délivrée des chaînes matérielles, que sa Doctrine de la science est née durant les années où la nation française faisait triompher la liberté et qu'il lui doit l'éveil de sa vraie pensée. « Pendant que l'histoire nous couvre sur la Révolution, les premiers signes, les premiers pressentiments de mon système surgissent en moi comme une sorte de récompense. Ainsi donc, ce système appartient déjà dans une certaine mesure à la nation française. » Et Fichte, ce qu'il renouvellera plusieurs fois, lui offre ses services.

Si la légitimité de la Révolution française est indéfectible, sa sagesse fut loin d'être toujours parfaite : souvent les moyens n'ont pas correspondu à la visée. Pour Fichte, comme pour Kant, les vraies révolutions, émanant d'une transformation interne, doivent aller du dedans au-dehors : c'est l'éducation intérieure des consciences qui rend possible l'acte de la libération. Fichte prêche l'action morale. Non pas le moralisme. Mais l'action, suivant lui, doit être morale pour être efficace. Le mieux est de réaliser peu à peu le progrès par l'insertion continue du droit naturel dans le droit positif. Cependant, et dangereuse soit-elle, la violence devient légitime comme ultime secours lorsque les princes et les rois, les dirigeants queis qu'ils soient, s'opposent à la libération des masses. C'est l'ordre moral lui-même qui exige alors la violence, malgré ses séides. « Les révolutions violentes sont toujours un coup hasardeux

de l'humanité; quand elles réussissent, la victoire obtenue vaut bien les maux qu'elles ont causés. » L'Etat n'est pas le but de l'homme, mais le moyen de réaliser une société toujours plus parfaite. Il reste, en tout cas, distinct de la société. Sur le plan social, Fichte fonde la propriété tout entière sur le travail : la source de ce droit réside dans la seule activité de chacun. L'Etat n'a pas à être propriétaire, mais il lui appartient de faire respecter la juste propriété de chacun. Il doit être aussi entièrement séparé de l'Eglise prélatrice que l'Etat. La liberté des consciences exige la suppression des biens ecclésiastiques.

Après 1806 et jusqu'à sa mort en 1814, Fichte a évolué, et c'est dans sa dernière philosophie que beaucoup d'interprètes ont découvert l'exaltation du nationalisme et même du pans germanisme. Guéroult, au contraire, montre lumineusement que, dans tous ses errements, il est resté entièrement fidèle à la Révolution. Sans doute est-il passé de l'individualisme qui fait de l'Etat une association préalable à une sorte de socialisme qui fonde l'individu dans un tout organique plus réel que lui. L'autonomie de l'individu n'est plus la condition mais la conséquence de l'autonomie de la communauté, et le droit naturel devient inhérent à la vie sociale : l'individu isolé de l'humanité n'est qu'une illusion imaginative. Dans l'Etat commercial fermé, Fichte déclare que l'Etat devra organiser le travail de façon que chacun puisse assurer sa subsistance dans les meilleures conditions de faculté et d'équité. Il faut pour cela « ce rien ne vienne perturber l'Etat, qu'il soit donc replié sur lui-même et fermé à tout commerce avec l'étranger. C'est qui Fichte veut sauver la liberté rationnelle contre la liberté anarchique de l'individu. Le rôle de l'Etat, qui devient aussi l'éducateur, est de contraindre les libertés individuelles empiriques en vue de créer une égalité qui rende possible la liberté rationnelle. Ces nouvelles pensées, qui relèvent de la même inspiration, dérivent

en partie de la situation internationale. Avec Napoléon et l'Empire, « guerre légitime à changer de camp et l'Allemagne doit prendre la tête de la France. Le but de l'Allemagne est nation allemande, c'est d'en faire une nation au sens révolutionnaire », pas une nation dominatrice, est concept de domination ne peut s'appliquer à l'humanité mais seulement la nature. Fichte veut libérer son p de l'intérieur en imitant l'œuvre de les Français ont été les initiateurs mais sont devenus les déserteurs et renégats.

Après avoir oscillé entre les 4 pôles du savoir et de la croyance : la science, la connaissance et du sentiment, Fichte a pris appui sur l'axiome de la science : la vie bien vécue par la science; la vie bien vécue, selon Fichte, s'appuie sur la religion autant que sur la science, l'amour est la source de la science et le foyer de la religion. C'est Kant qu'il a découvert la notion d'autonomie, celle d'une volonté; fois législatrice et sujette de sa propre loi. La grandeur des révolutions naît, à ses yeux, d'être de vouloir bâtir avec la raison tout l'édifice social au nom de leur sentiment d'humanité. Et c'est cet idéal que, tout vie, il a proposé à la communauté universelle des hommes.

* ETUDES SUR FICHTE, par M. Guéroult, 1 vol. de 184 p. Verlag-Aur 1974. 35 F.

Livres reçus

— Œuvres complètes, de Jacq. Maritain (t. I : 1912-1939), choix, présentation et notes, par Henry E. 1 volume de 1 300 pages. Desclée Brouwer, 1975. 145 F.

— L'Unité pluraliste, par Pierre-J. Labarrière. Aubier, 1975. Méthode originale sur le désir d'unité qui au cœur de l'homme et s'exprime à travers la pluralité des pratiques qui font la liberté. 30 F.

— Simone Weil - Idéologie et Éthique, par Philippe Dujardin, Mars 1975. Analyse du dualisme de la per et du caractère de Simone Weil, l'ambiguïté ne serait que l'effet contradictions de son époque. 35 F.

La vie du langage

LA RENTRÉE

LE vrai jour de l'An de nos fourmillères urbaines, c'est le jour de la rentrée. C'est autour de lui que s'organise notre année de travail : des vœux de bon langage ont donc leur place ici, et maintenant. Que mes correspondants soient d'abord remerciés de tout ce qu'ils apportent à notre connaissance de la langue. Pour s'en tenir au récent, trois lettres également passionnantes.

La première, du professeur Lapiassotte, de l'université de Clermont, fait remonter l'origine de névrose au médecin écossais William Cullen et à la traduction en français de l'ouvrage de médecine pratique, en 1785. La seconde, de M. André Estévez, de Vernueil-en-Bourbonnais, est un véritable article critique de dictionnaire à propos de bouillotte (pour lequel, par ailleurs, un correspondant belge suggère l'orthographe simple : faire une bouillotte d'un texte ou d'un article manqué) et de ma loulou, qui serait un féminin de « loulou » de Poméranie, connu déjà à l'époque de Balzac. Le mot se rattacherait donc à la

longue série de ce que je propose de nommer les « zoonymes », les noms d'animaux employés comme diminutifs caressants... bref, la ménagerie des amoureaux. La troisième lettre, de M. Jacques Meunier, à Ruell, reprend le problème de bridge pour essayer d'y retrouver un anglicisme authentique : le bridge est né d'une variante de whist qui portait le nom de « bridge-whist » parce que l'atout y était fixé par le doreur (et non par retours de la dernière carte) et que, quand celui-ci était embarrassé, il pouvait passer la parole à son équipier par les séries et sur ce qu'elles apportent, sont des modèles de lexicologie vivante. Je me fais un devoir agréable de les communiquer au centre de recherches pour un Trésor de la langue française, à Nancy.

un volume d'actes (Biennale de la langue française, M. Alain Guillermou, 4, boulevard de la Bastille, 75012 Paris).

● Du 2 au 7 septembre, à Montélimar, VII^e Congrès International de langue et de littérature d'oc et d'études franco-provençales. Au programme des travaux, de très nombreuses communications sur la langue et la littérature d'oc au Moyen Âge, des études comparatives de catalan et de languedocien, sur le bilinguisme franco-occitan en milieu rural, et sur l'enseignement de l'occitan.

● Les 6 et 7 septembre, à Soultzbaech (ville de Luneray, Haut-Rhin), première session de l'université d'été alsacienne, organisée par le Cercle Schiklé. Interventions alsaciennes, en français et en dialecte, sur les problèmes de la culture alsacienne et l'identité régionale.

● Les Mots français dans l'histoire et dans la vie. Le troisième volume de cette série du regretté Georges Gougenheim est paru chez A. et J. Picard (518 p., 48 F.). On y retrouvera l'information solide et complète, et les qualités de clarté et de simplicité qui ont assuré le succès de deux premiers. Sur la substantivité d'études et de notions qui composent ce volume, quarante ont été regroupées par thèmes : la nature, l'homme, la vie sociale, etc.

Les notes (souvent étendues) consacrées à tourisme, à vacances, vacances, vacances, sont (comme tout le volume) d'une lecture à la fois aisée et stimulante : sans faire jamais aucune concession au pittoresque gratuit ni à l'a-peu-près, G. Gougenheim avait au plus haut degré ce savoir-faire pédagogique qui rend attrayante une science étymologique toujours très sûre. A noter également une étude sur « parler français » et « parler le français » ; et une autre sur le verbe chercher : c'est d'abord un terme de chasse ou de guérilla. Chercher, c'est explorer (une terre, une forêt) en partant d'un point pour faire des cercles (cercle = tourner en rond) de plus en plus larges. On « cherche » une forêt pour y

retrouver un ami ou un ennemi ; puis on « cherche » quelqu'un ou quelque chose.

● Les Langues africaines et la francophonie. L'auteur, Jacques Champlon, a fondé en 1965 puis dirigé durant deux ans, le Centre de recherche pédagogique appliquée au Zaïre. Son expérience est tout aussi valable pour les autres pays africains de « mouvance » francophone. Elle confirme que le passage d'une langue maternelle africaine au français est une épreuve redoutable pour les enfants. Le mépris, négative générale et aujourd'hui encore très fréquent, de l'enseignement français (ou belge) en Afrique pour les langues indigènes maternelles de leurs élèves (langue à part entière, bien sûr) ajoute encore aux difficultés propres à tout apprentissage linguistique. Or à Dakar même, dont un mythe tenace voudrait faire l'archétype de la ville africaine francophone, le français n'est parlé en famille que par moins de 1 % des élèves en début de scolarisation. « La pratique du français est réduite au minimum d'un vocabulaire plus ou moins technique, et débordé rarement les heures de présence en classe. »

D'où la nécessité d'établir et de mettre en œuvre dans cette Afrique dite francophone et qui ne l'est encore que très superficiellement, une pédagogie bilingue capable d'éviter un véritable « catéchisme scolaire ». (Un volume, 344 p., 48 F. Mouton éditeur, avec le concours du C.N.R.S. Diffusion en France : Librairie de la Nouvelle Faculté, 30, rue des Saints-Pères, 75007, Paris.)

Un souvenir de vacances pour terminer. Il m'est envoyé de Bellin-lez, où, sur le port, un café par ailleurs sympathique remet à ses clients un ticket de caisse qui porte en haut la mention : « Thank you », et en bas celle, plus surprenante, de « call again ». On savait que les Anglais conquièrent Belle-Ile-en-Mer dans les années 1700 ; on ignorait qu'ils l'occupaient encore. Quant à ce « call again », je ne sais trop comment l'interpréter. JACQUES CELLARD.

Les relations entre les langues européennes

● La VI^e Biennale de la langue française se tiendra du 7 au 13 septembre au cœur de l'Europe, à Luxembourg, puis à Echternach. Le dimanche 7, à Luxembourg, séance solennelle d'ouverture en présence de Son Altesse royale le grand-duc de Luxembourg et sous la présidence de M. Léopold Sedar Sanghor, président de la République du Sénégal, membre de l'Institut. Vendredi également la parole M. Gérard Pelletier, ministre des communications du Canada; M. Lallier, ministre des affaires culturelles du gouvernement du Québec; M. Van Aal, ministre de la culture française du gouvernement belge; M. Xavier Deniau et Maurice Schumann, anciens ministres, ce dernier représentant M. Jean Mistler, secrétaire perpétuel de l'Académie française. Le professeur Joseph Hanso, président du conseil international de la langue française, et M. Michel Bruguière, rapporteur général du haut comité de la langue française, seront également présents à Luxembourg.

Les travaux de la VI^e Biennale, exceptionnellement importants, se dérouleront à Echternach (Luxembourg), dans la salle des fêtes de l'abbaye et porteront pour l'essentiel sur les relations entre les langues européennes, et en particulier entre le français et les autres langues de l'Europe : place des langues étrangères dans notre enseignement, place du français dans les différents programmes d'enseignement européens, pédagogie des rapports entre la langue maternelle et la ou les langues étrangères. Les problèmes de la traduction et de l'écrit aux terminologies nouvelles seront également abordés. Le 10 septembre à 17 h. 30, au centre de calcul de la Communauté des Commissions européennes, l'interrogation par téléphone transatlantique du fichier bilingue franco-anglais de la banque de terminologie de l'université de Montréal sera consultée par M. Marcel Paré (Montréal). Les interventions et les débats seront réunis ultérieurement en

GENÈVE - SUISSE

A vendre
Petits immeubles de rapport
à loyers subventionnés par l'Etat

Fr. S. 630.000

RENDEMENT NET GARANTI 7 %

avec exonération fiscale

GUY HANSELMANN
Promoteur-Constructeur

2, avenue de l'Aurore
CH-1225 Chêne-Bourg/Genève
Téléph. : 22/49 88 55



Etudes en SUISSE

littéraires,
scientifiques et commerciales
Baccalauréat (séries A, C, D)
Baccalauréats suisses. Admission
dès 10 ans. Internat et externat.



3, chemin de Préville, Tél. 021/201501

سویس فی الاصل

LETTRES

RAYMOND PICARD EST MORT

Raymond Picard, professeur de littérature française à la faculté des lettres et sciences humaines de Paris, est décédé le 5 septembre...

Une grande figure de la Sorbonne

Raymond Picard aura été l'homme de Racine avant de devenir le pourfendeur de la « nouvelle critique ».

Pour avoir ainsi mis le feu aux poudres, il fallait que ce professeur ait été véritablement à la hauteur de l'Université de Paris.

Appuyé sur une somme énorme de documents d'époque (le corpus racinien de la thèse complémenaire), ce sévère portrait procédait un choc : on y perdait le doux Racine, on ne comprenait plus le feu qui animait ses tragédies.

CARNET

Réceptions

L'ambassadeur du Canada et Mme. Cadieux ont offert une réception à l'occasion de leur départ de Paris.

Naissances

M. Michel Raffort et Mme. née Sophie Carton, ont annoncé la naissance de leur fils Cyril.

Mariages

Le docteur Jean Tatin et Mme. Marguerite-Marie Arnaud, M. et Mme Pierre Hot, sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants.

Décès

Toulouse, Paris, Los Angeles. M. et Mme Pierre Arby et leurs enfants, M. et Mme Vincent Calasso et leurs enfants.

Remerciements

Villeneuve, Volon, Saint-Foy-la-Lyon. M. Claude Pavrot et ses enfants, M. et Mme Pierre Pavrot, Chouquet-Stinger, Vernay, Parent et alités.

Anniversaires

Paris, Gers-sur-Lain, Nérillac. Pour le second anniversaire du décès de M. Edmond GIMON.

LA VIE ÉCONOMIQUE

LA RÉDUCTION DE LA DURÉE DU TRAVAIL

M. Durafour : la solution du problème de l'emploi passe peu par la loi et beaucoup par les hommes

L'abaissement de l'âge de la retraite et la réduction de la durée du travail, annoncés par le discours de M. Giscard d'Estaing et par M. Chirac dans la lettre adressée aux dirigeants syndicaux le 4 septembre...

AUTOMOBILE

L'OPHEL CITY POUR (BONNES) ROUES UNIQUEMENT

Malgré son nom, la City n'est pas une voiture urbaine portes, quatre places) e dimensions ne sont pas d'une « petite » : l'empattement même longueur, la silhouette la Peugeot 204 brève le sentiment de très peu. En fait, l'arrière de la Kadett, O sacrifié le coffre. Mais le tableau fait de la City un agréable et fort joli.

Pas de mesures dilatoires

Les syndicats, par leur part, vont aborder les discussions avec de rigoureuses exigences : « Nous ne voulons pas de demi-mesures », dit M. Maire (C.F.D.T.) dans un débat à Europe 1 du genre de la retraite à six mois.

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



MOTS CROISÉS

Crossword puzzle grid with clues in French. Includes horizontal and vertical clues.

Evolution probable du temps en France entre le samedi 6 septembre à 0 heure et le dimanche 7 septembre à 24 heures.

encore avoir lieu, mais on observera des dépressions qui deviendront progressivement plus belles sur les régions de l'Ouest, du Nord-Ouest et du Nord.

Urbanisme

UN VOYAGE D'ÉTUDES AU DANEMARK «Architecture et Construction» organise du 14 au 20 septembre prochain un voyage d'études au Danemark.

Visites, conférences

LUNDI 8 SEPTEMBRE VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. Casse nationale des monuments historiques, 19 h. métro Talleyrand.

Journal officiel

UN DÉCRET

Portant création et organisation de l'Institut national du travail.

UNE LISTE

Des candidats autorisés à subir les épreuves orales du concours de recrutement des maîtres de conférences agrégés des disciplines juridiques, politiques, économiques et de gestion ouvert en 1976 (section Sciences économiques et gestion).

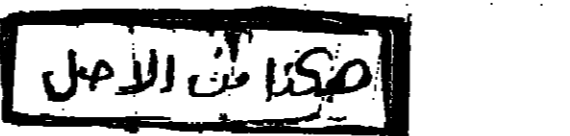
Le Monde

Subscription information for Le Monde newspaper, including rates for France and abroad.

L'INDUSTRIE DES CYCLOMOTEURS ENVISAGE DE LICENCIER PRÈS DE 20% DE SON PERSONNEL

L'industrie française du cycloteur va mal. A la crise économique générale, a été entraînée une chute de ventes le plus de 30 % cours du dernier semestre.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration.



150

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

APRÈS LA PUBLICATION DES MESURES GOUVERNEMENTALES DE SOUTIEN

M. Jean-Pierre Fourcade : retrouver une croissance économique de l'ordre de 5%

Commentant, vendredi 5 septembre, devant la presse, les mesures de relance (nos dernières pages), M. Fourcade a déclaré qu'elles avaient pour objectif de « remettre la croissance économique de la France sur une pente assez forte, voisine de 5% ». Il a estimé qu'elles auraient vraisemblablement des effets positifs sur l'emploi à partir de septembre.

Il ne faut pas croire que ce programme de relance ne soit que le contre la hausse des prix », a déclaré M. Fourcade. « Je suis préoccupé par les risques d'inflation qui pèsent sur l'année prochaine, notamment du fait de la reprise dans plusieurs pays », a-t-il ajouté. Il a toutefois souligné que les mesures de relance ne s'appliquent pas cette année à cause du ralentissement de la hausse des prix des produits manufacturés depuis trois mois, a déclaré ce économiste. « Ce ralentissement n'est pas un phénomène nouveau en 1975 ».

Dans le souci de maîtriser l'inflation et de garder une marge manœuvrière, le budget de l'Etat pour 1976 sera équilibré en équilibre. Les dépenses d'intervention (l'action sociale notamment) ayant grossi fortement, il sera nécessaire d'augmenter légèrement les recettes de l'Etat. Il y aura, pour l'année prochaine, un petit effort fiscal, a-t-il ajouté. Le ministre a précisé que celui-ci sera faible, de l'ordre de 1 à 3 milliards de francs, et qu'il n'exige qu'un appel aux recettes de poche que sont les taxes de la dette, de l'alcool, du tabac. Aucune modification de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés n'est envisagée », a-t-il ajouté. Il a toutefois souligné que certains régimes fiscaux particuliers seraient peut-être supprimés.

Le déficit budgétaire a été calculé de telle façon qu'à la reprise du rythme annuel de 2% qu'on attendait avant ce dernier plan de relance, la situation s'équilibrerait à 3%. Ainsi, la croissance économique serait, l'année prochaine, d'environ 5% en rythme annuel. Le déficit budgétaire de l'année sera financé par l'émission de bons du Trésor dont une partie pourra vraisemblablement, à partir de la fin de l'année,

NOUS DEVRIONS PROCÉDER A DES LICENCIEMENTS DANS LA SIDÉRURGIE, déclare M. Ferry

Au cours d'une interview accordée vendredi 5 septembre à Antenne 2, M. Jacques Ferry, président de la Chambre syndicale de la sidérurgie française, a annoncé que des licenciements devraient intervenir dans la sidérurgie. « Nous travaillons presque partout à moins de 60% de notre capacité », a-t-il expliqué, et, par conséquent, logiquement, en dépit des espoirs légitimes que je fonde sur la réussite du plan gouvernemental, nous devrions procéder à des licenciements dans les semaines qui viennent ».

M. Ferry s'est refusé à donner

un chiffre concernant ses suppressions d'emploi. Ils seront évités « au maximum », a-t-il indiqué, notamment au moyen de « réductions d'horaires très importantes ».

(Ce n'est pas la première fois que l'éventualité de licenciements dans la sidérurgie est évoquée. Récemment, notre correspondant A. Metz avait indiqué que le groupe Lorraine Sacilor-Sollac envisageait des suppressions d'emploi (« Le Monde » daté 21 août-1^{er} septembre). La sidérurgie emploie cent cinquante mille personnes, notamment dans le nord et l'est de la France.)

TOURNER LE DOS AU PASSÉ

(Suite de la première page.)

Dévoré par le capitalisme d'Etat, le libéralisme même avancé s'est consommé lui-même dans la société de consommation. Il rejette avec horreur les formes contraignantes du socialisme et il refuse la transformation fondamentale des économies aventureuses et déséquilibrées. Ce faisant, il ouvre grandes les portes aux systèmes autoritaires, lesquels, qu'ils soient de droite ou de gauche, ne peuvent qu'assurer la disparition de ce qui fait la dignité de la condition humaine : la joie de vivre dans la liberté d'exister, de comprendre, de penser et de s'exprimer.

Certes, il n'est pas de remède miracle à l'ensemble des maux dont nous souffrons, mais il en est d'efficaces à notre désespoir. Il faut, pour les créer, que chaque femme et chaque homme de chez nous se sache solidaire du destin national et que les mêmes hommes et les mêmes femmes soient assurés que les classements sociaux, les places dans la hiérarchie des pouvoirs, tiennent plus aux vertus morales qu'au hasard de

la naissance ou aux prérogatives de l'argent.

En d'autres termes, et plus brutalement, les classes sociales qui, en politique comme en économie, sont au pouvoir doivent céder la place à celles des assujettis.

Le choix qui nous est offert est simple : les minorités possédantes et puissantes étant incapables de se réformer, il n'est plus d'autre alternative que le pouvoir d'un seul ou celui du plus grand nombre.

Tous ceux qui ont encore l'insigne privilège de posséder le droit de réfléchir et de construire l'avenir de nos enfants devraient, dans la logique de leurs options philosophiques ou religieuses, rattacher les rangs du socialisme avant qu'il ne soit trop tard.

Si le mot leur fait peur, qu'ils en découvrent un autre, mais qu'ils tournent le dos au passé.

La France que nous aimons vaut bien l'abjuration d'une formule, de quelques avantages et de quelques profits.

PIERRE MARCILHACY.

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

Les premières vraies rues piétonnes à Paris ?

Un « moment de répit » dans la poussée des tours du quartier Italie

Les premières vraies rues piétonnes — et exclusivement à ce titre — seront-elles, à Paris, celles que l'architecte M. Michel Holley prévoit de placer dans le quartier Italie entre les avenues Drouot, de Choisy et la rue des Malmaisons (lot D 1) ? Avant la remise en cause de l'opération de rénovation du quartier Italie, à la fin de 1974, il était prévu de bâtir sur cet emplacement, d'une superficie de 3,5 hectares, pas moins de vingt tours de quinze étages, 1,5 hectare étant réservé aux équipements, aux espaces verts et aux écoles maternelles.

Aujourd'hui, l'architecte, qui a opté pour la construction d'un ensemble de style « parisien début du siècle », propose des bâtiments ne dépassant pas sept étages disposés le long de rues dont la largeur sera de 12 à 14 mètres. Ces rues seront interdites à la circulation des automobiles et aménagées à la seule fin de la promenade et du commerce. Des parcs de stationnement sont prévus sous l'ensemble de l'ilot.

L'originalité du quartier n'est pas seulement architecturale. Les immeubles qui sont ici prévus ont une vocation sociale, puisqu'il s'agit d'I.L.M. et de logements « aidés » (mille trois cents au total). Les travaux devraient commencer en octobre 1976, à raison de deux cents logements par an.



Spectaculaire, cet ensemble coûtera cher. Sur l'ilot D 1, un déficit de 40 millions de francs est déjà évalué (augmentation du prix des terrains et de la charge foncière). Le préfet de Paris proposera aux élus de la capitale, au cours de la session de novembre, la création de deux zones d'aménagement concertés (Z.A.C.). L'une sur l'ilot D 1, l'autre sur l'ilot B 2-3-4-5, entre les rues du Tago, du Docteur-Laurent et Damasse.

Le secteur Italie, tant décrié, pourrait néanmoins trouver, avec ce qui ne s'appelle encore que l'ilot D 1, un « moment de répit » dans le bouquet de tours prévues, dont la plus haute, l'Apogée, a été reconstruite en juillet, par décision du président de la République.

JEAN PERRIN.

Parmi les réactions politiques...

M. J. CHABAN-DELMAS, ancien premier ministre, député U.D.R. de la Gironde, déclare samedi 6 septembre dans le quotidien Sud-Ouest : « Le vrai problème est celui de la confiance. Cette confiance qui, malheureusement, ne procède pas mécaniquement des seules conditions économiques dans un système complexe dont les deux forces dominantes sont la production et la consommation (...). En vérité, plus que jamais s'impose la transformation de notre société et l'amélioration des rapports humains ».

M. H. CAILLAVET, sénateur du Lot-et-Garonne, ancien vice-président du Mouvement des radicaux de gauche, qu'il vient de quitter, affirme dans le quotidien Sud-Ouest : « Ce plan, qui n'est pas une source d'inflation avec les investissements à moyen et à très court terme, aura une force motrice assez considérable. Mais sa réussite dépend aussi de l'étranger et de l'Europe. Le plan de l'Allemagne fédérale, orienté surtout vers la lutte contre l'inflation, ne risque-t-il pas un jour de nous gêner ? »

M. GABRIEL PERONNET, secrétaire d'Etat, président du parti radical, souligne « l'ampleur et la cohérence » du programme gouvernemental et estime qu'il doit constituer « une étape vers la nécessaire définition de nou-

velles dimensions des activités économiques faisant prévaloir la qualité de la vie sur le gigantisme et introduisant plus de justice dans la répartition du revenu national ». Les radicaux vont très prochainement faire des propositions complémentaires en ce sens », conclut-il.

M. MICHEL JOBERT, fondateur du Mouvement des démocrates : « Il serait vain de croire que ce plan endiguera le chômage au cours des prochains mois et que la hausse des prix ne reprendra pas de plus belle. Il est fallu, depuis longtemps, d'autres mesures, une autre résolution, pour rassembler le pays dans l'effort, la confiance et l'espoir à partir de sacrifices mieux partagés. (...) Comment, en effet, obtenir la confiance nécessaire (...) sans se soucier de la justice sociale et de la situation des jeunes, sans renoncer les mesures de circonstances dans un plan à long terme ».

M. LUTTE OUVRIÈRE, mouvement trotskiste, estime que « l'accélération de l'inflation qu'impose le plan de Giscard se traduira par des hausses de prix dont bénéficieront en premier lieu les travailleurs et les retraités ». Lutte ouvrière suggère que les organisations ouvrières proposent un programme prévoyant une « répartition du travail entre tous sans diminution de salaires » et la mise en place d'une échelle des salaires.

A l'Assemblée nationale

COMMISSION DES FINANCES ADOPTE LES DISPOSITIONS DU PLAN DE RELANCE

La commission des finances, réunie le 5 septembre à l'Assemblée nationale, a examiné, sur le rapport de M. Maurice Papon, député U.D.R. du Cher, le projet de loi de finances rectificative pour 1975, qui comprend les différentes dispositions du plan de soutien à l'économie.

Les députés ont adopté par voix contre 5 (socialistes et communistes) l'ensemble du projet, qu'ils avaient auparavant modifié par quelques amendements. Il s'agit de techniques financières proposées par M. Papon et l'autre, M. Robert-André Vivien (D.R. Val-de-Marne) et Jacques Marete (U.D.R. Paris), visant à repousser le décret de réduction du produit de la taxe radio-télévision, entre les télévisions nationales et les établissements publics de diffusion. Ce décret, pris le 27 juin 1975 et qui avait fait l'objet d'un avis favorable de la délégation parlementaire à la radiodiffusion-télévision, a été rejeté par les parlementaires à la majorité. Les commissaires de l'opposition ne prenant pas part au vote. Les députés de la majorité ont estimé, en effet, que cette position n'aurait pas dans le plan de relance.

A PROPOS DE...

LES PREMIERS RÉSULTATS DE LA SAISON

Vive la campagne !

La campagne a du succès auprès des touristes français comme des visiteurs étrangers. Moins de succès encore que la mer, mais on ne peut que se féliciter de cette tendance qui, si elle se confirmait, dégagerait les littoraux encombrés et donnerait une nouvelle chance à la France intérieure.

Plus d'étrangers... des séjours un peu plus courts... mais un succès affirmé, tels sont les premiers enseignements à tirer d'une enquête de tendances lancée par le Mouvement des gîtes ruraux de France à travers des relais départementaux du Mouvement ont-ils pour objectif de satisfaire simultanément la demande touristique et le plein emploi des locations par rotation rationnelle d'un plus grand nombre de familles.

La demande étrangère se maintient de plus en plus. 84% des départements estiment plus importante qu'en 1974 pour le mois de juillet, la tendance étant à la stabilité pour les autres mois de la saison. Ces touristes étrangers, européens pour la majorité, viennent de Belgique, des Pays-Bas, de Grande-Bretagne, d'Allemagne (ordre décroissant).

Enfin, autre enseignement de la saison 1975 : les réservations des gîtes se sont faites, pour la plupart, dès le début de l'année et la Fédération nationale et des relais départementaux ont dû « dépanner » de nombreux retardataires.

Sait-on que certains propriétaires reçoivent, en juillet, de trente à cinquante demandes de location pour un seul gîte ?

Une belle preuve de succès.

Si 50% des séjours d'août sont encore de quatre semaines, 42% d'entre eux se limitent

maintenant à trois semaines. C'est pourquoi le système prélué dans les gîtes ruraux de France de la location à l'unité-semaine et la mise en place de services de réservation au niveau des relais départementaux du Mouvement ont-ils pour objectif de satisfaire simultanément la demande touristique et le plein emploi des locations par rotation rationnelle d'un plus grand nombre de familles.

La demande étrangère se maintient de plus en plus. 84% des départements estiment plus importante qu'en 1974 pour le mois de juillet, la tendance étant à la stabilité pour les autres mois de la saison. Ces touristes étrangers, européens pour la majorité, viennent de Belgique, des Pays-Bas, de Grande-Bretagne, d'Allemagne (ordre décroissant).

Enfin, autre enseignement de la saison 1975 : les réservations des gîtes se sont faites, pour la plupart, dès le début de l'année et la Fédération nationale et des relais départementaux ont dû « dépanner » de nombreux retardataires.

Sait-on que certains propriétaires reçoivent, en juillet, de trente à cinquante demandes de location pour un seul gîte ?

Une belle preuve de succès.

Si 50% des séjours d'août sont encore de quatre semaines, 42% d'entre eux se limitent

(Publié)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

Société Nationale de l'Électricité et du Gaz

« SONELGAZ »

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres ouvert est lancé pour la fourniture de :

50 (CINQUANTE) cabines mobiles de distribution réparties en :

- 10 KV aérien ;
- 10 KV souterrain ;
- 30 KV aérien ;
- 30 KV souterrain.

Les entreprises intéressées pourront se faire envoyer le dossier des spécifications techniques en s'adressant à :

SONELGAZ

Département Approvisionnement

2, boulevard Salah-Bouakour - ALGER.

Les offres devront parvenir avant le 30 septembre 75 sous double pli coché.

L'enveloppe extérieure portera la mention

« NE PAS OUVRIR »

A.O. n° B/10.164 G.A.A

Fourniture de cabines mobiles.

...et celles des milieux professionnels

M. LAUBARD, président de la chambre de commerce de Paris : « Les mesures annoncées par le président de la République vont dans le sens d'une relance effective et massive, susceptible de mettre fin à la dégradation de l'emploi. Aller plus loin compromettrait l'acquis en matière de commerce extérieur et de prix. Les points d'application qui font place aussi bien à l'investissement qu'à la consommation sont bien choisis. »

M. Laubard ajoute toutefois que ces mesures ne seront efficaces que si elles sont rapidement mises en œuvre, et qu'aux efforts de la France correspondent des efforts solidaires de ses partenaires économiques européens.

M. BIDEGAIN, délégué général d'Entreprise et Progrès : « Ces mesures constituent un programme sérieux et représentent un effort de grande ampleur. Leur succès dépendra du climat de confiance que leur application rapide pourra créer. Un regret, cependant : sur les trois moteurs de notre économie, seuls la consommation et l'investissement sont encouragés. Le développement des exportations, indispensable à notre croissance, a malheureusement été oublié ».

CHAMBRES D'AGRICULTURE : « Les crédits budgétaires supplémentaires accordés au ministère de l'Agriculture permettront de financer pour 250 millions de travaux, dont une partie est déjà engagée. Cette somme, bien qu'importante, est loin de combler le retard pris par le V^e Plan et ne constitue qu'une première étape, encore modeste, dans la réalisation du plan vert préparé par les chambres d'agriculture. Enfin, le problème du revenu des agriculteurs, fortement réduit depuis dix-huit mois, n'est pas abordé. C'est un dossier que nous présenterons à la conférence annuelle ».

UNION NATIONALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES : « En ce qui concerne les familles, l'UNAF ne peut qu'approuver les dispositions prises. Elle rappelle toutefois sa revendication permanente : il faut que les prestations familiales évoluent en fonction des salaires. L'UNAF espère que les mesures parcellaires prises dans un cadre économique précis seront suivies par des décisions concernant une véritable politique familiale globale ».

L'UNION DES H.L.M. se félicite qu'un certain nombre de ses demandes, telles l'octroi d'une aide publique pour l'amélioration des logements ou l'amélioration des prêts, aient été prises en compte. Elle estime cependant que la « rallonge de quatre mille H.L.M. locatives est beaucoup trop modeste », et que le montant des prêts permettant d'accéder à la propriété aurait dû être substantiellement relevé. Elle regrette que le secteur « moins social » bénéficie d'« un nouveau et spectaculaire coup de pouce ».

EN BREF

Les ministres des finances France et de Singapour, M. Jean-Pierre Fourcade et Hon. G. S. Lim, ont signé, lundi 8 septembre, à Paris, un accord sur l'antidote des investissements.

La récolte mondiale de sucre pour la saison 1975-1976 pourra passer de 4,4 à 6,6 millions de tonnes celle de l'an passé à 4 millions de tonnes, a annoncé le 19 août le département américain de l'Agriculture.

Le dernier indice en outre il a révélé en baisse ses prévisions concernant les réserves mondiales de céréales pour l'année prochaine. Il prévoit des réserves de 103,3 millions de tonnes de céréales seulement (3,7% de plus que l'année dernière). Alors qu'il passait de 111,3 millions de tonnes.

L'International Nickel of Canada vient de majorer les tarifs de 9,5% à compter du 29 août. Les prix du nickel électrolytique des billes de nickel passent de 2,01 à 2,20 dollars U.S. la livre.

LA SEMAINE FINANCIÈRE

Sur le marché des changes

STABILITÉ

Une tenue du DOLLAR, le tassement du FRANC FRANÇAIS : tels ont été les faits marquants d'une semaine où demeurent calmes sur les marchés des changes.

En orienté lundi, hésitant le mardi, le DOLLAR, après un fléchissement sur l'annonce d'un déficit budgétaire américain record, s'est redressé à la fin de la semaine et a fini par terminer la semaine en hausse.

À l'égard de cette modeste progression, il faut bien constater depuis un mois environ, le DOLLAR s'est stabilisé. Ce phénomène s'explique aisément. Le Bundesbank avait d'ajouter qu'il serait très satisfait si le présent niveau de change entre les deux monnaies devait se maintenir. Nul doute que la Bundesbank fasse tout son possible pour qu'il en soit ainsi.

Le LIVRE STERLING a été diversement traité. Dans le discours qu'il a prononcé à l'assemblée annuelle du F.M.I. qui se tenait à Washington, M. Healey a rappelé que la lutte contre l'inflation restait l'objectif prioritaire de la Grande-Bretagne. Il a, par ailleurs, indiqué qu'avec le taux de change actuel de la Livre Sterling, les exportations britanniques étaient concu-

ris moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

COE	Floris	Lira	Mark	Livre	\$ U.S.	Franc français	Franc suisse
...	5,5719	1,4128	5,4544	2,1090	9,3051	5,8563	
...	5,5767	1,4110	5,4593	2,1105	9,2900	5,8566	
...	37,8561	0,1491	34,7296	2,1090	23,6551	37,2856	
...	37,8350	0,1485	34,7401	2,1105	22,7590	37,2908	
...	167,07	6,5841	178,43	9,3091	4,4140	164,57	
...	166,38	6,5778	178,25	9,2909	4,3973	163,78	
...	101,5140	4,0663	103,8729	5,6353	2,6820	98,7612	
...	101,5891	4,0128	103,9690	5,6096	2,6850	98,7574	
...	97,7280	3,8514	104,44	5,4454	2,5820	98,4854	
...	97,7100	3,8675	104,53	5,4593	2,5825	98,4824	

de juillet avait été marqué une reprise très sensible de la devise américaine. Dès lors il est normal et prévisible qu'une intervention, ne serait-ce que par le biais de ventes d'or, intervienne pour empêcher tout mouvement d'importance sur quelque marché que ce soit.

Il n'est pas douteux, par ailleurs, que l'action des banques américaines contribue à la hausse du retour au calme. Les pays occidentaux ont accueilli avec satisfaction le redressement du DOLLAR, et ils entendent, à l'avenir, éviter de faire des erreurs de jugement. Tout se passe comme si la considération de la parité actuelle de la devise américaine est satisfaisante.

Quant à l'annonce de l'adoption d'un nouveau statut de l'industrie française dans une interview récente, le rapport entre le DOLLAR et le FRANC FRANÇAIS (une actualité et un retour au calme) par le président de la Commission des Agences de la Bourse de Paris.

rentielles, et que le gouvernement ne tienne pas à ce que cette situation soit modifiée.

Le FRANC FRANÇAIS a légèrement fléchi. La présentation du plan de soutien à l'économie européenne, sans doute, a tassé la base nominale du taux d'escompte officiel, sans effet sur la rémunération des capitaux à Paris, et l'ampleur du déficit budgétaire prévu pour 1975 ont peut-être conduit certains spéculateurs à vendre des FRANCS.

Le FRANC FRANÇAIS continue cependant à l'issue de cette semaine d'occuper le milieu du « serpent européen ». Il était précédé dans l'ordre par le FLORIN, la COURONNE DANOISE, et le FRANC BELGE, et était suivi du DEUTSCHMARK et de la COURONNE NORVÉGIENNE qui ferme la marche.

Baisse sensible de l'or

L'annonce de l'accord partiel intervenu sur l'or entre les cinq pays les plus industrialisés du monde (le G-5) du 2 septembre, notamment la vente d'un sixième du métal détenu par le F.M.I., a provoqué un recul sensible des cours du métal précieux. A Londres, le prix de l'once est tombé mardi en-dessous de 150 dollars (149,25 dollars) pour la première fois depuis septembre 1974. Il s'est ensuite redressé, pour s'établir finalement à 153,25 dollars (contre 159,80 dollars le vendredi précédent).

PHILIPPE LABARDE.

Bourse de Paris

SEMAINE DU 1^{er} AU 5 SEPTEMBRE

DÉCEPTION

La publication du plan de relance de l'économie, attendue avec impatience par la Bourse, qui a vécu une sorte de veille d'armes, a constitué pour elle une déception.

Après trois séances massives, une humide reprise des valeurs françaises s'était pourtant ébauchée jeudi 4 septembre sur l'annonce d'une baisse de 1,5 % du taux d'escompte de la Banque de France, plus forte que prévue. Mais l'essai ne devait pas être confirmé, et le lendemain, le discours du chef de l'Etat ne recueillait même pas le « coup de chapeau » habituel, les opérateurs, au contraire, lui réservant un accueil plutôt réservé, que certains ont même qualifié de glacé.

Ce fut donc une déception, en dépit des 30 milliards de francs - mais en pot - dans les mois qui vont venir.

Plusieurs explications sont avancées pour justifier cette réaction. Dans les milieux industriels et financiers, certains espéraient soit un remboursement de la surtaxe conjoncturelle prélevée l'an dernier, soit un abattement sur le dernier tiers de l'impôt sur le revenu. Peut-être aussi le « fait accompli » a-t-il joué une fois de plus, la corbeille ayant tout été, anticipé les retombées du plan, notamment dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, dont les valeurs ont été particulièrement favorisées.

Peut-être, enfin, les opérateurs, tant étrangers que français, restent-ils sceptiques sur l'efficacité des mesures prises dans le court terme. L'exemple allemand n'est pas pour les rassurer. Certains analystes, néanmoins, avancent que le marché, raisonnant de façon trop épidémique, n'a pas encore saisi la portée réelle de ces mesures, ce qui laisse intactes toutes les chances d'une reprise véritable dans les mois qui viennent.

De toute façon, le volume des transactions est resté réduit, la prudence demeurant de règle, y compris du côté des organismes de placement collectif, qui se sont montrés fort discrets.

La baisse générale du taux d'intérêt a tout de même stimulé les établissements bancaires se refinançant sur le marché, qui vont bénéficier de meilleures conditions. Pour les autres secteurs, c'est la stagnation ou l'effritement.

La tendance incertaine qui prévaut à New-York, au surplus, n'a guère permis de dégager d'indications précises. Sur les marchés allemands, en revanche, la reprise était sensible en fin de semaine.

Le marché de l'or a été durement secoué par l'annonce de l'accord intervenu à Washington sur la vente du sixième de l'or détenu par le F.M.I. Le cours du lingot est tombé en trois jours de 23 280 F à 21 895 F pour remonter un peu en fin de semaine à 22 240 F, tandis que le napoleon revenait de 255,50 F à 248,70 F après 241,10 F, entraînant avec lui la rente à 1/2 % à 197,3.

F. R.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Nouvelle baisse du cuivre et du sucre

MÉTALLS. — La baisse s'est poursuivie sur les cours du cuivre et du nickel sur les places commerciales. Le conseil international de Pékin se réunit à Londres le 16 septembre. Les stocks de cuivre en Grande-Bretagne, qui s'élevaient à 383 150 tonnes (+ 9 830 tonnes) augmentant sans interruption pratiquement depuis un semestre. Au Japon, les stocks de cuivre ont augmenté de 10 000 tonnes. Quant aux stocks mondiaux de métal raffiné, ils dépassent désormais 1 million de tonnes. Avant les utilisations ne se sont-ils pas précipités pour couvrir le court terme, leurs besoins avec les difficultés prévisibles relatives à l'acheminement de la cargaison. Deux compagnies importantes ont annoncé qu'elles réduiraient la clause de force majeure sur le cuivre de 20 % pour les livraisons de métal à partir du 1^{er} septembre et jusqu'à nouvel ordre. Cette décision a entraîné une baisse de la cote de 10 % à 11 %.

Le marché de l'or a été durement secoué par l'annonce de l'accord intervenu à Washington sur la vente du sixième de l'or détenu par le F.M.I. Le cours du lingot est tombé en trois jours de 23 280 F à 21 895 F pour remonter un peu en fin de semaine à 22 240 F, tandis que le napoleon revenait de 255,50 F à 248,70 F après 241,10 F, entraînant avec lui la rente à 1/2 % à 197,3.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE

Baisse des taux bancaires

Stabilité du loyer de l'argent

Si la baisse des taux bancaires, que nous prévoyions pour le début de septembre dès le mois de juillet, a bien été décidée, en revanche le loyer de l'argent au jour le jour est resté stable sur la place de Paris. Il faut bien dire que les raisons qui conduisent l'action des autorités monétaires ne sont pas les mêmes dans les deux cas. Les nécessités de la relance de l'économie poussent à l'allègement des charges financières pesant sur les entreprises et les particuliers. En revanche, le souci de la tenue du franc sur les marchés des changes impose une grande prudence en ce qui concerne le niveau de la rémunération offerte aux capitaux étrangers.

Jusqu'à présent, une baisse sensible du taux d'escompte de la Banque, ramené de 9,5 % à 8 % (la réduction la plus forte depuis trente ans et plus importante que prévue) donnait le signal d'une baisse générale des taux de banque. 1 % pour l'escompte des traites et le découvert et 2 % pour le crédit à la consommation, dont les conditions d'octroi se trouvaient amoindries. Les autres taux portés de 10 % à 8 % et de 12 % à 10 % (et même 10 % à 8 % pour l'automobile) et versement comptant ramené de 40 % à 30 %.

Parallèlement, l'en-cours des crédits accordés pour les établissements spécialisés est porté à dix fois le montant de leurs fonds propres contre huit pour le crédit aux banques (environ 3 milliards de francs). Ce dernier bénéficie d'une dérogation à l'encadrement quantitatif, puisque sa progression annuelle est autorisée à 15 % contre 12 %. Enfin, pour compenser les pertes de recettes que la baisse de 1 % de leur taux de base, ramené de 9,80 % à 8,90 %, fera subir aux banques (environ 3 milliards de francs), le taux des réserves obligatoires sur les dépôts à vue est ramené de 11 % à 10 %, ce qui entraîne un allègement de 1,5 milliard de francs pour leur compte d'exploitation. Toutefois, une légère diminution (0,25 %) du taux sur les bons du Trésor à trois et à cinq ans, les bons de caisse et les comptes à terme.

FRANÇOIS RENARD.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE

Baisse des taux bancaires

Stabilité du loyer de l'argent

Les banquiers trouvent le plus agréable, d'autant qu'ils doivent actuellement constituer des provisions sérieuses sur certaines entreprises en situation délicate... les services de contentieux étant bien les seuls où l'on embauche. Ils déplorent que la rémunération des dépôts dans les caisses d'épargne, leurs concurrents directs, n'ait pas été abaissée. Ce sujet est, politiquement, brûlant. Mais faut-il déplorer que l'épargne populaire soit un peu moins solidaire qu'auparavant ?... même à 7,50 % l'an, elle y perdrait. tant que le taux d'inflation ne sera pas redescendu au-dessous de ce niveau.

Pour se consoler, les banquiers, qui ont tout de même beaucoup mieux gagné leur vie depuis le début de l'année, retrouvent la facilité d'accorder des prêts personnels sans limitation de montant, seule leur durée étant plafonnée à vingt-quatre mois, mais l'interdiction de faire du démarchage reste maintenue. Cette activité a toujours été considérée comme lucrative par les établissements, d'autant que les impayés y sont statistiquement à mieux répartis et moins fréquents que dans le cas des entreprises. Autre emploi de leurs disponibilités qui s'offre à eux : la souscription de bons du Trésor. Abondante depuis le début de juillet, puisque le montant total des bons adjugés par le Trésor s'élevait à 20 milliards de francs en deux mois, elle risque de l'être encore davantage pour financer le plan de relance comme à l'extérieur, elle va être ouverte aux étrangers, notamment les pétroliers arabes, qui seront invités à participer à la réanimation des économies occidentales. Jusqu'à maintenant, la Banque de France n'a pas en pensée que 5 milliards de francs de bons ; le marché est donc encore assez liquide. Cela n'a pas empêché l'Institut d'émission, l'œil fixé sur le cours du franc, de maintenir à 7 % en fin de semaine, et sans doute pour la semaine à venir, le loyer de l'argent au jour le jour ; l'averlissement est net pour les établissements.

FRANÇOIS RENARD.

BOURSES ÉTRANGÈRES

LONDRES

Repli des mines d'or

Dans un marché plutôt déprimé, les mines d'or ont particulièrement attiré l'attention. La forte baisse du cours du métal en début de semaine leur faisait perdre près de 12 % en moyenne. Une reprise ultérieure est possible. Le bilan de la semaine de sorte qu'en fin de semaine elles s'inscrivaient en net repli.

Les industrielles, après s'être affaiblies, se sont relevées avec la remontée de C.I.L. dont les résultats se sont avérés moins mauvais que prévu, alors que, sur pétrole, B.P. baissait sur ses résultats, peu satisfaisants, et que Barnard promettait sur une nouvelle découverte de pétrole en mer du Nord.

Indices du C. Financial Times : Industrie, 327,2 contre 327,1 ; mines d'or, 315,4 contre 347.

NEW-YORK

Indices

Indécision, irrégularité et déconfort ont caractérisé la semaine sous l'égide de Wall Street, où l'indice Dow Jones des valeurs industrielles n'a pratiquement pas varié d'une semaine à l'autre à 835,97.

Près de bénéfices mardi après le chômage de Labor Day, reprise mercredi, mais attribution vendredi de ces variations en dents de scie trahissent les incertitudes des opérateurs, qu'importe de plus la situation financière très critique de la ville de New-York, menacée tout simplement de banqueroute, encore que cette issue dramatique soit agitée pour ébranler l'opinion et le Congrès.

En fin de semaine, trois bonnes nouvelles (absence de progression du chômage, augmentation moins rapide des prix de gros et maintien du taux de base de la City Fed) n'ont exercé aucun effet sur le marché, où les transactions sont restées faibles, avec 48,2 millions d'actions négociées contre 32,8 millions précédemment. La semaine ayant néanmoins été réduite à quatre jours.

Dans les compartiments, la progression sensible de la sidérurgie a été très remarquée.

TOKYO

Repli

Fuji Bank ... 313 315
Honda Motors ... 331 331
Mitsubishi Electric ... 499 499
Mitsubishi Heavy ... 117 109
Petrolog ... 3220 3190
Sony Corp ... 320 347
Toyota Motors ... 539 547

INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INDICES GÉNÉRAUX DE BASE 100 en 1969	29 août	5 sept.
général	91,3	92,2
de la zone franc	124,4	125,4
de la zone dollar	75,6	75,9
de la zone livre	82,3	82,3
de la zone mark	90,1	90,1
de la zone yen	75,4	75,2
de la zone S.M.	82,9	82,2
de la zone S.M.	71,8	71,8
de la zone S.M.	100,8	102,2
de la zone S.M.	78,8	80,7
de la zone S.M.	88,9	87,1
de la zone S.M.	86,2	85,9
de la zone S.M.	114,9	114,4
de la zone S.M.	71,3	71,3
de la zone S.M.	91,1	91,1
de la zone S.M.	102,1	102,1
de la zone S.M.	82,1	82,1
de la zone S.M.	83,2	84,3
de la zone S.M.	115,2	115,8
de la zone S.M.	82,3	81
de la zone S.M.	71,9	71,9
de la zone S.M.	95,2	95,1
de la zone S.M.	110,2	110,2
de la zone S.M.	71,4	71,4
de la zone S.M.	140,3	140,3
de la zone S.M.	85	85
de la zone S.M.	158,1	158,1
de la zone S.M.	99,3	99,3

TITRES LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉS À TERME

Nbre	Val.	de	en
titres	cap. (F)		
4 1/2 % 1975	218 100	112 265 448	
Carrefour	3 389	19 733 828	
SAF	14 590	4 939 532	
Schlumberger	11 000	7 977 482	
Schneider	14 211	8 853 478	
Schilling	15 273	5 043 589	
Air liquide			

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	1 ^{er} sept.	2 sept.	3 sept.	4 sept.	5 sept.
...	66 744 217	108 731 750	72 890 250	70 644 937	65 180 384
...	38 292 147	75 858 395	84 998 820	96 178 832	97 795 515
...	27 297 014	28 303 322	28 612 725	28 618 370	29 112 048
...	133 328 378	210 894 478	187 501 585	183 442 138	182 067 927

INDICES QUOTIDIENS (I.N.S.E.E. base 100, 31 décembre 1974)

	1 ^{er} sept.	2 sept.	3 sept.	4 sept.	5 sept.
...	131,6	130,5	131,2	132,6	132,3
...	125,5	124,2	124	125,8	125

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 29 décembre 1961)

	1 ^{er} sept.	2 sept.	3 sept.	4 sept.	5 sept.
général	75,3	74,7	74,9	75,5	75,5

Cours des principaux marchés du 5 septembre 1975

COUS	COUS	
29 8	5 9	
De fin (tête en barre)	23125	23150
de fin (tête en barre)	23150	23240
Pièces françaises (10 tr.)	178 80	172
Pièces suisses (20 fr.)	228 70	223 80
Pièces belges (20 fr.)	219 80	209 50
Pièces hollandaises (20 fr.)	185 00	185
Souverain	222 80	218 80
de Belgique (100 francs)	222 50	218 50
de Hollande (100 florins)	226 80	224
Pièce de 20 dollars	1189 20	1076 20
de 10 dollars	594 60	538 10
de 5 dollars	297 30	269 05
de 20 pesetas	838 50	828 50
de 10 pesetas	419 25	414 25
de 20 marcs	287 20	285 50
de 10 marcs	143 60	142 75
de 5 roubles	141	137

Les principales variations de cours

VALEURS FRANÇAISES		Hausse (%)		Baisse (%)	
5 septembre Diff.		5 septembre Diff.		5 septembre Diff.	
Kilber-Colombes	68	+ 14,6	Ent. J. Lefèvre	211	+ 4,5
Lab. Belfon	272	+ 10,3	Munna	485	+ 4,5
S.C.F.	191,50	+ 8,1	Chargers Réunis	183	+ 2,9
Imital	81,60	+ 6,2	Leop-Somer	169	+ 2,8
Compt. des Entrep.	171	+ 5,6	Casino	1698	+ 2,8
Hutchinson	290	+ 5,5	Financière-Paris	215	+ 2,1
Petroleum S.A.	32,50	+ 5,1	Pengou	32,50	+ 2,1
C.C.F.	180	+ 4,7	Eurafrance	173	+ 1,9
Baisse (%)		Baisse (%)		Baisse (%)	
Cottelle et Fouché	87,50	- 5,5	Carrefour	1788	- 3,2
Général Europe	147	- 3,6	4 1/2 % 1975	338,50	- 2,3
J. Bord Int.	525	- 3,5	Skl. Rossignol	1698	- 2,3
VALEURS ÉTRANGÈRES		Baisse (%)		Baisse (%)	
Free State	157	- 7,1	Saint-Belice	182,80	- 3
Président Brandt	133,99	- 4	Schlumberger	334,20	- 1,9

ALLEMAGNE

Après un repli initial, les marchés allemands se sont redressés en fin de semaine, avec une hausse moyenne de 1 %, grâce à une série de bonnes nouvelles : légère diminution du chômage et prévisions favorables pour la tenue des valeurs allemandes.

Reprise

Cours	Cours	
3 août	5 sept.	
A.E.G.	74,80	77
B.A.S.F.	132,40	134,50
Bochum	112,00	113,00
Commerzbank	260,50	261,50
Hoechst	120	122,50
Mannesmann	253	258
Siemens	253	262,50
Volkswagen	114,50	120,30

Le Monde

DISCIPLE DE CHARLIE MANSON

Une déséquilibrée a tenté d'assassiner le président Gerald Ford

Washington. — Soixante-quatorze ans moins un jour après l'assassinat du président républicain William McKinley, un autre président républicain, Gerald Ford, a échappé vendredi 5 septembre à Sacramento, capitale de la Californie, à une tentative d'assassinat. A la Chambre, un représentant républicain jugeait utile de détendre l'atmosphère en notant que « pour la première fois depuis McKinley nous avons un président républicain assez notable pour qu'on lui tire dessus et je crois que c'est un bon signe ».

M. Ford a lui-même raconté l'incident. Se rendant à pied de son hôtel à l'assemblée de Californie, alors qu'il serait des mains à la ronde, il en vit soudain une surgir parmi d'autres au premier rang et, déclara-t-il, « de toute évidence, il y avait un revolver au bout de cette main ».

Conscient que sa vie était menacée, le président eut un geste de recul. Son porte-parole, M. Nessen, déclara : « Le visage

De notre correspondant

souriant du président pâlit tout d'un coup. » Mais, déjà, un agent des services secrets s'empara de l'arme. Le pistolet semi-automatique calibre 45 — et jetait à terre une jeune femme, rousse, tout de rouge habillée, portant un turban rouge. Tandis qu'on la maîtrisait, le président était bousculé par ses propres gardes du corps qui ne voulaient prendre aucun risque. Les jeunes femmes criaient : « Ne vous en faites pas, les gars, le coup n'est pas parti. » En attendant d'être emmenée menottée aux mains à la prison, elle cria encore : « Ce pays est une pagaille. Cet homme n'est pas votre président. Il n'est pas un public servant. Il n'est qu'un fonctionnaire, mais sans doute dans son esprit un serviteur du public ! »

Elle fut rapidement identifiée. Elle s'appelle Lynette Alice Fromme, vingt-six ans. Elle est connue de la police et de la presse pour son appartenance à la « famille de Charlie Manson », emprisonnée à vie pour l'assassinat de l'actrice Sharon Tate et de six autres personnes. Surnommée « Squeaky » (ferrière) pour sa voix aiguë, elle était une disciple exaltée de Manson, qu'elle considérait comme une sorte de messie, et auquel elle manifesta jusqu'au bout sa fidélité en se rasant le crâne et en campant jour et nuit devant le tribunal. Elle apparut à son procès, en 1970, avec le signe marqué au fer rouge sur son front.

Miss Fromme a été plusieurs fois arrêtée et même, un jour, accusée d'un meurtre, mais finalement elle n'a jamais été condamnée que pour de petits délits. Interrogée en juillet dernier par une agence américaine, elle indiqua que Manson lui avait écrit des lettres de sa prison, accusant le président Ford de mener la même politique néfaste que Nixon. Elle

ajouta que, « si Nixon, sous le visage de Ford, continuait de diriger ce pays contre la loi, un massacre en résulterait ». Déjà, en juillet, elle portait un long turban rouge et un turban. Elle précisa : « Nous sommes des femmes, maintenant, et nous portons des robes rouges. Nous attendons notre seigneur, et la seule chose que nous puissions faire avant qu'il descende de la croix est de nettoyer cette terre. Nos robes rouges sont l'ensemble d'une nouvelle moralité. Nous devons purifier l'air, l'eau et la terre ; elles sont rouges du sang du sacrifice. »

Le F.B.I. qui pris l'affaire en main a annoncé que le revolver était chargé de quatre balles, mais jusqu'à nouvel ordre aucune indication d'une conspiration n'a été relevée. Miss Fromme a été accusée de tentative d'assassinat du président des Etats-Unis, un crime fédéral passible d'une peine d'emprisonnement à vie. Quant au président Ford, il maîtrisa rapidement l'émotion, il ne fit aucune mention de l'incident ni au gouverneur Brown, de Californie, ni dans le discours qu'il prononça pour la clôture de la législature. Il déclara seulement aux journalistes : « En aucune circonstance cet incident ne m'empêchera de prendre contact avec le peuple américain par tous les moyens possibles. Paradoxalement, son discours était consacré à la criminalité grandissante et aux efforts envisagés pour la réduire. Malheureusement, le gouvernement s'efforce toujours, mais en vain, de faire passer une loi interdisant des revolvers à bon marché qu'on peut acheter partout sans autorisation. L'arme que possédait Lynette Fromme entre dans cette catégorie, n'est soumise à aucune interdiction ni à aucune formalité d'acquisition. »

HENRI PIERRE.

LES ATTENTATS CONTRE LES PRÉSIDENTS AMÉRICAINS

Quatre présidents des Etats-Unis ont été assassinés au cours de leur mandat ; d'autres, ainsi que des candidats à la présidence, ont échappé de justesse à des attentats.

• Abraham Lincoln (septième président) est assassiné le 14 avril 1865, dans un théâtre de Washington, par John Wilkes Booth, partisan de la cause des confédérés.

• James Abram Garfield (vingt-cinquième président) est tué le 2 juillet 1881 par un chômeur, Charles Guiteau. Garfield est décédé le 19 septembre 1881 des suites de ses blessures.

• William McKinley (vingt-cinquième président) est assassiné par un anarchiste, Léon Czolgosz, le 6 septembre 1901, à Buffalo (New York). McKinley est décédé le 14 septembre des suites de ses blessures.

• John Kennedy (trente-cinquième président) est assassiné à Dallas (Texas) le 22 novembre 1963. Le meurtrier présumé est Lee Harvey Oswald, battu à son tour par Jack Ruby.

En 1838, un déséquilibré tire avec deux pistolets sur le président Andrew Jackson, qui n'est pas blessé.

En 1912, l'ancien président Theodore Roosevelt est blessé de deux balles dans la poitrine en sortant d'un hôtel à Milwaukee.

En 1933, Franklin D. Roosevelt échappe à un attentat lors d'un voyage à Miami.

En 1950, deux nationalistes porto-ricains pénètrent à Blair House, résidence du président Harry Truman. Ils tirent sur lui, mais le manquent.

En 1968, Robert Kennedy, candidat à l'élection présidentielle, qui venait de remporter une victoire primaire, est assassiné à Los Angeles par Shiraz Shiraz.

En 1972, le gouverneur ultra-conservateur de l'Alabama, George Wallace, est gravement blessé au cours d'une réunion politique ; il se déplace depuis en fauteuil roulant.

Les tentatives d'attentats contre le président Ford

La tentative de vendredi à Sacramento est la troisième depuis le 6 avril dernier. Le 28 août, la police avait arrêté, déjà à Sacramento, Thomas Elbert, trente-quatre ans, originaire de Louisiane. « Je vais voter votre père le 2 septembre », avait-il déclaré aux membres du service secret chargé de la protection du président.

La tentative du 6 avril s'est déroulée à San-Francisco. Un homme, Frank Lee, vingt-huit ans, tentait, au moment de son interpellation, de franchir un barrage de sécurité non loin de l'aéroport qui venait d'atterrir.

A bord se trouvaient trois cent vingt-cinq orphelins vietnamiens que le chef de la Maison Blanche venait d'accueillir. Franklin Lee était porteur d'un revolver de calibre 38 chargé, mais a pu être interpellé alors que le président Ford se trouvait encore à l'intérieur de l'avion.

Le jeudi 4 septembre, un certain Earl Monday, âgé de vingt-cinq ans, est entré dans un bureau d'information à Tampa, en Floride, et a demandé aux employés qu'il ne pouvait s'identifier de lui-même de franchir un barrage de sécurité non loin de l'aéroport qui venait d'atterrir.

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-3. EUROPE
- 3. ASIE
- 4. DIPLOMATIE
- 4. PROCHE-ORIENT
- 4. AFRIQUE
- 4. POLITIQUE
- 5. SCIENCES
- 5. JEDNESSE
- 5. JUSTICE
- 5. SPORTS
- 6. ARTS ET SPECTACLES

LE MONDE AUJOURD'HUI

- AU FIL DE LA SEMAINE : à quel âge la retraite ?
- ÉTRANOEER : Lettre de la voyageuse portugaise ; De Saigon à Douard.
- REPLETS DU MONDE ENTIÈRE : Sang quatre-vingt.
- CRISE : Les canuts de Bolivie.
- PHILOSOPHIE : par Jean-Luc Lacroix ; Fichte et la liberté.
- RADIO-TELEVISION : Questions sur le réalisme ; Le mystère Varité, par Maurice Frydland.

14 à 16. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

17. LA SEMAINE FINANCIÈRE

LIRE ÉGALEMENT

- ANNONCES CLASSÉES (14) ; Aujourd'hui (14) ; Carnet (14) ; Journal officiel (14) ; Méétéorologie (14) ; Mots croisés (14).

Le sort de Mme Claustre

LE NOUVEL ÉMISSAIRE FRANÇAIS EST ARRIVÉ AU TCHAD

N'Djamena (A.F.P.). — M. René Journaud, conseiller technique à la présidence de la République, est arrivé samedi 6 septembre à N'Djamena. Il a été accueilli à l'aéroport par M. Raphaël Touzé, ambassadeur de France, et le directeur adjoint du protocole tchadien.

Le nouvel émissaire français devait être reçu ce samedi par le général Félix Malloum, chef de l'Etat tchadien.

M. Hissène Habré, chef des rebelles toubous, a fixé au 23 septembre la date à laquelle il mettra fin à sa mission de médiation, d'exécuter Mme Claustre. On ignore encore si M. Journaud doit prendre contact avec les rebelles et sa mission implique une véritable négociation.

Le numéro de « Monde » daté 6 septembre 1975 a été tiré à 568 414 exemplaires.

Pour n'être pas déclaré décédé

LE MILLIARDAIRE HOWARD HUGHES DEVRA SE PRÉSENTER À LA JUSTICE.

Howard Hughes, le milliardaire qui vit depuis des années retranché du monde, devra se présenter le 17 septembre prochain à 9 h. 30, devant la Cour suprême de l'Etat de New-York et apporter ainsi la preuve qu'il n'est pas mort. Hormis ses hommes de confiance, qui administrent sa fortune considérable, et ses gardes du corps, personne n'a pu voir ce mystérieux personnage depuis des années. S'il ne se présente pas devant la justice, il sera déclaré légalement décédé.

L'assignation à comparaître a été émise à la suite d'une plainte déposée par M. et Mme Kurz, actionnaires d'une compagnie aérienne, Air West Inc., rachetée par le milliardaire, et qui affirmait que celui-ci est mort.

Air West Inc a été acquise par M. Hughes en 1969, et rachetée Air Liquidation Co. Les plaignants affirment que l'arnage et ses collaborateurs ont falsifié des documents pour manipuler les opérations de vente et d'achat des actions d'Air West.

NOUVELLES BRÈVES

• M. d'Ornano en U.R.S.S. — M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de l'Énergie, est arrivé le vendredi 5 septembre à Moscou pour une visite officielle de cinq jours en Union soviétique.

Les ministres français ont effectué un voyage « préparé », « dans les domaines qui sont les siens », le voyage de M. Giscard d'Estaing prévu du 14 au 19 octobre prochain.

Les ministres français ont effectué un voyage « préparé », « dans les domaines qui sont les siens », le voyage de M. Giscard d'Estaing prévu du 14 au 19 octobre prochain.

DEVANT LES C.R.S. BLESSÉS EN CORSE

« Aucune action politique ne saurait s'appuyer sur un recours aux armes » déclare M. Michel Poniatowski

« Toute action armée sera fermement éliminée. Il ne s'agit pas de répression mais de maintien de la paix, de l'ordre civil et de la sécurité des personnes. Que ceux qui entraînent la loi ne pémissent pas ensuite sur les conséquences de leur inconséquence. Ils sont d'ailleurs présents. » A l'occasion d'une réunion de presse, M. Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, a déclaré le 5 septembre, à la caserne de Sainte-Foy (Rhône), que l'ordre serait maintenu sans faiblesse.

« Par perversion intellectuelle ou politique, a-t-il déclaré, certains cherchent, dans tous les domaines, à transférer responsabilité et culpabilité. Ils font le masque. Les seuls vrais responsables sont bien les assassins et non les suspects, les fautes et non les tués, les tireurs et non les tirés, les voleurs et non les volés. Dans cette lutte contre les vrais maîtres du désordre et de criminalité, nous avons tous, comme vous l'avez toujours eue, la grande majorité des Français. »

« Devant la tâche rude et difficile de faire respecter la Constitution et les lois qui incombent aux forces de l'ordre, le ministre a précisé : « Notre Constitution est celle d'une République, une et indivisible depuis près de deux cents ans, et elle le demeurera. Les lois sont celles qui

protègent et assurent la sécurité de chaque Français et de chaque Français. Un pays qui ne respecte plus la Constitution et les lois qu'il s'est librement données, entre dans la voie de la déchéance. En défendant la loi et la Constitution, votre action n'est pas seulement juste, elle est indispensable à la vie de la nation. »

Enfin, après avoir noté que « nous sommes des Français dans le monde à connaître la paix et la démocratie », le ministre a ajouté : « Ce sont des biens trop rares et trop précieux pour ne pas être défendus par tous les moyens. Mais paix, liberté et démocratie passent par le respect des lois. En particulier, aucune action sur l'économie française et chaque Français. Un pays qui ne respecte plus la Constitution et les lois qu'il s'est librement données, entre dans la voie de la déchéance. En défendant la loi et la Constitution, votre action n'est pas seulement juste, elle est indispensable à la vie de la nation. »

(1) Dans ses éditions du 6 septembre, « le Parisien libéré », commentant les déclarations du ministre de l'Intérieur, écrit : « Le propos est clair. Les actes antérieurs ? La ferme détermination d'empêcher ce type d'action socio-professionnelle qui consiste à occuper indûment par la force les locaux d'une entreprise, ceux d'un journal, par exemple ? Allusion à l'occupation de ses propres locaux depuis le 6 mai dernier par les ouvriers de l'imprimerie, et qui n'a jusqu'ici donné lieu à aucune intervention des forces de l'ordre. »

Les incidences du plan de relance

105 MILLIONS DE FRANCS SUPPLÉMENTAIRES VONT ÊTRE AFFECTÉS À LA MODERNISATION DES LOCAUX ET DU MATÉRIEL DE LA POLICE.

Le plan gouvernemental de relance de l'économie va permettre au ministre de l'Intérieur de disposer, dans les prochains mois, en plus du budget déjà prévu pour 1976, et qui dépasse de 6 milliards de francs (le Monde daté 20-21 juillet), de 105 millions de francs en faveur de la police nationale. Ces fonds seront exclusivement consacrés à la modernisation du parc immobilier et du matériel.

L'effort le plus important (75 millions de francs) portera sur l'immobilier : 30 millions de francs permettront d'améliorer les installations du centre d'application de la formation des gardiens de la paix parisiens et de construire des hôtels de police à Pau, Saint-Quentin, Vichy et Grand-Quevilly ; 33 millions permettront de rénover ou reconstruire une demi-douzaine de cantonnements de C.R.S. ; 7 millions seront affectés à la rénovation de l'armement des locaux de police existants.

Vingt-cinq millions et demi de francs seront, d'autre part, engagés pour développer le matériel roulant.

Enfin, les transmissions, déjà retenues comme l'une des priorités dans le budget de l'an prochain, bénéficieront d'un crédit supplémentaire de 4,5 millions de francs.

(PUBLICITÉ) L'AUTOMNE, C'EST AUSSI LES VACANCES

TOURISME S.N.C.F. vous propose :

- LONDRES À LA CARTE EN 4 JOURS : Départ tous les jours de Paris par le train de votre choix. Prix tout compris : 419 F. — Renseignements et inscriptions dans toutes les Gares.
- UNE SEMAINE SUR LA CORSE (SAINT-ANGULO) : Départ chaque samedi à 20 h. 42 - Retour chaque lundi à 8 h. 30. Prix : 590 F.
- SEJOUR À MARINA-VIVA - SPECIAL 3* AG8 : Départ de Paris les 17 et 24 octobre pour Marseille, Majorque, Malaga, Penoncomba, excursions, prix tout compris départ Paris : 935 F ; départ Lyon : 835 F.
- CAF SUR CASABLANCA, AVEC LE « MASSALLA » : Départ de Paris les 17 et 24 octobre pour Marseille, Majorque, Malaga, Casablanca, Tanger, Marrakech, Retour à Paris les 24 et 31 octobre. Prix : de 1.290 à 2.020 F.

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS : Tourisme S.N.C.F. 127, Champs-Élysées, 73-94-02 ; 14, bd des Capucines, Gares S.N.C.F. de Paris, Maison de la Radio, Gares RER de Vincennes, Saint-Germain-en-Laye, Nanterre L.A.V. 17.

(PUBLICITÉ) CADRE SUPÉRIEUR COMMERCIAL

Filiale Européenne de Sociétés U.S.A. en cours de création et productrice d'engrais phosphatés cherche

qui devra contribuer à la détermination de la politique commerciale et prendre soin de la réalisation des objectifs commerciaux de l'entreprise en Europe, Afrique et Moyen-Orient.

Siège de travail : Rome.

On demande :

- Longue et très bonne expérience de vente d'engrais dans le domaine international ;
- Connaissance parfaite du français et de l'anglais et connaissance soignée de l'allemand et de l'italien ;
- Age : 40 ans environ

Le candidat choisi sera engagé avec le statut de cadre supérieur et avec une rétribution s'élevant à 10 millions de francs par an.

Envoyer au plus tôt curriculum vitae et tous renseignements propres à permettre un examen préliminaire à : Casella Postale 83/L - S.P.I., Piazza San Lorenzo in Lucina 26-00186 ROMA (Italie).

Discrétion et réponse rapide assurées.

(PUBLICITÉ) BÈGUES

Vous pouvez retrouver le PAROLE NORMALE à tout âge, remarquable documentation éditée par l'Institut fondé en 1939 par un Académicien. Écrivez à : Bétra P.R.M. RAUDET, 165, boulevard P. M., 3300 BORDEAUX.

(PUBLICITÉ) M. Michel Poniatowski

ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, interrogé samedi 6 septembre par Europe 1 sur les propos tenus par M. Georges Ségué, secrétaire général de la C.G.T., qui réclame la démission du « prince Poniatowski », a accusé Ségué d'être, apparemment, en tout cas, auteur de désordres, d'agitation et de délinquance. « Je suis un homme de paix, de liberté et d'ordre », a-t-il ajouté.

En réponse à M. Georges Ségué, secrétaire général de la C.G.T., qui vient d'appeler les travailleurs à « faire barrage à l'escalade de la violence et de la répression » (ses dernières éditions du 5 septembre et le Monde du 6 septembre), M. Bernard Lhéridet, secrétaire national des républicains indépendants, a affirmé, vendredi 5 septembre, à Montpellier : « Georges Ségué, une fois de plus, montre qu'il ne peut remplacer le pouvoir de France par celui de la prison de la rue. Une fois de plus, Georges Ségué, le parti commu-

(PUBLICITÉ) M. Jacques Chirac

ministre de l'Intérieur, a déclaré, vendredi 5 septembre, M. Jean-Paul de Rocca-Serra, député U.D.R. de la Corse, qui a insisté auprès du premier ministre sur l'urgence des mesures destinées à accélérer la mise en œuvre de la charte de développement économique de l'île.

L'hebdomadaire « Arrêt » : « L'idée autonomiste a été renforcée. » — L'hebdomadaire autonomiste corse Arrêt, qui était l'organe de l'A.R.C., a publié le 5 septembre, un éditorial dans lequel on peut lire : « La dissolution de l'A.R.C. a écarté tout le peuple corse et, au lieu d'un organe d'expression, elle l'a renforcée. Aujourd'hui, le plus modéré des Corses est pour une régionalisation très avancée, avec

(PUBLICITÉ) Un attentat à Bastia

Un attentat à l'explosif a été commis, pendant la nuit du 5 au 6 septembre, vers 3 heures du matin, contre la caserne de gendarmerie de Bastia (Finistère). L'attentat — qui n'a pas été revendiqué — a provoqué des dégâts matériels importants dans les locaux de la caserne ; en outre, les vitres des toilettes voisines ont été brisées.

Un autre attentat — manqué — a été découvert à la gendarmerie de Rospendon (Sud-Finistère), où deux pains de plastique, qui avaient été déposés sous le porche d'entrée, n'ont pas explosés, la mise feu ne s'étant pas effectuée.

